

L'ITINÉRAIRE

Rien dans les mains, rien dans les poches, mais un journal dans la tête.



Les étoiles de la rue

La chorale
de l'Accueil Bonneau

VOLUME V, NUMÉRO 09 • MONTRÉAL • SEPTEMBRE 1998



<http://itineraire.educ.infinet.net>




Info-Santé

Pour vos petites urgences,
24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

CLSC

Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé
et des Services sociaux

Québec 

Visitez notre site Web...
une foule d'informations et de textes

L'itinéraire est produit et vendu en majeure partie par des sans-emploi, des personnes itinérantes, ex-itinérantes ou toxicomanes, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion future sur le marché du travail.

Pour chaque exemplaire vendu à 2 dollars, 1 dollar revient directement au vendeur. Les profits de *L'itinéraire* servent à financer les coûts de production du journal, les projets de réinsertion sociale, et le *Café sur la rue*, destiné aux personnes itinérantes.

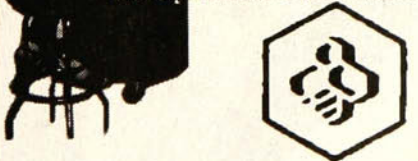
La direction de *L'itinéraire* tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs sur la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre chose que le journal, ils le font à titre personnel.

Si vous avez des commentaires sur les propos tenus ou les comportements des vendeurs, communiquez sans hésiter avec Mme Josette Bouchard au (514) 525-5747.

LES PERSONNES
QUI DÉSIRENT
VENDRE
L'ITINÉRAIRE SONT
INVITÉES À SE
RENDRE AU
CAFÉ SUR LA RUE,
AU 1104, RUE
ONTARIO EST.
(COIN AMHERST)

Merci
aux institutions financières
suivantes qui ont contribué à
assurer les frais fixes du
Café électronique en 1998.
Joignez-vous à elles.

Caisse populaire
des Faubourgs de Montréal
Caisse populaire
Saint-Esprit de Rosemont
Caisse d'économie
des Syndicats Nationaux



Des gens de la rue ou de milieu modeste se côtoient dans une ambiance agréable. De bons petits repas à 3,50 \$ (2,25 \$ pour les membres) sont servis par des gens en réinsertion sur le marché de l'emploi. Un cuisinier leur apprend à travailler et à gérer une cuisine. Le Café sur la rue est également le premier café électronique pour personnes démunies. Il n'en coûte que 1 \$/heure pour naviguer sur Internet ou utiliser un ordinateur. Des animateurs offrent de la formation gratuite aux gens qui n'ont aucune expérience en informatique.

1104, rue Ontario Est
(coin Amherst)

Viens nous voir!

Le bar à salade
(réfrigéré)
et le robot culinaire du
Café sur la rue sont
morts... Si vous pouvez
nous aider, appelez
Denise au 525-5747



1907, rue Amherst, Montréal (Québec) H2L 3L7
Tél.: (514) 597-0238 Fax: (514) 597-1544
E-mail: itineraire@videotron.ca
Site internet: http://itineraire.educ.infinet.net

Plus de la moitié de cette publication est rédigée par des personnes ayant connu le milieu de l'itinérance. Les articles écrits par des journalistes pigistes professionnels portent la mention «collaboration spéciale.» Enfin, les propos tenus dans les pages de *L'itinéraire* n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

La formation professionnelle des travailleurs(euses) au journal *L'itinéraire* a été rendue possible grâce, entre autres, aux appuis du Ministère de la Métropole, la CDEC du Plateau Mont-Royal/ Centre-Sud, la Ville de Montréal, la Régie régionale de la santé Montréal-Centre et l'UQAM.

**Conseil d'administration du
Groupe communautaire
L'itinéraire:**

Président: Mario Lanthier
Vice-président: Luc Lenoir
Secrétaire: Réjean Mathieu
TréSORIER: Guy Lapointe
Conseillères: Claudette Godley,
Michelle Wilson, Gabrielle Girard.
Comité de direction: Alain Demers,
Josette Bouchard, Denise English.

Équipe de production du journal

Rédacteur en chef par intérim: Normand Lalonde
Adjointe à la rédaction: Johanne Gingras
Collaborateurs: Cathy Bazinet, Isabelle Rivest, Cylvie Gingras, Éric Cimon, Gina Mazerolle, Pierre Demers, Yasmina Patient, Ramon Vitesse.
Photographes: Philippe Buret, Ivanoh Demers, Normand Lalonde.
Révision: Jean-Paul Baril, Nathalie Légaré, Cylvie Gingras.
Mots-croisés: Gaston Pipon
Infographie: Jocelyne Sénécal
Distribution: Josette Bouchard (coordonnatrice),
Michèle Wilson, Michel Gendron, Mario Lanthier.
Imprimeur: Hebdo Litho
Tirage: 15 000 exemplaires vendus par des itinérants et des sans-emploi dans les rues du centre-ville de Montréal.

Administration du groupe:

Administrateur: Alain Demers
Publicité: Éric Cimon
Secrétaire-comptable: Sylvie Boos
Coordination du Café sur la rue: Denise English,
Mario Lanthier (adjoint).
Resp. Café électronique: Sébastien Langlais (coord.),
Roger Bélanger, Valérie Chevalier, Pierre Drouin.
ISSN 1204-7996
L'itinéraire est membre de la **NASNA**: L'Association
nord-américaine des journaux de rue

Publicité
Eric Cimon
597-0238

Son tirage est certifié par



AMECO Association des
éditeurs de
presse de
Québec
L'itinéraire est
entièrement recyclable



SOMMAIRE

Sur la rue...

- 4 **LA CAM HEBDO**
Piège et avantages
- 7 **Feu vert**
Un jeu interactif adapté pour les toxicomanes
- 8 **Le bonjour de nos camelots**
- 9 **Les spectacles pour l'Accueil Bonneau**
- 10 **L'X**
Nouveau bastion de la culture punk
- 11 **Procès politique pour l'Opération SALAMI?**
- 12 **2e Festival des films de la rue**



13 ENTREVUE avec Pierre Bourque



15 La Chorale de l'Accueil Bonneau

Le chant de la dignité retrouvée

19 La rentrée du mouvement étudiant

Les conditions financières des étudiants sur la sellette



23 Montréal reçoit la presse de rue

Un dossier sur la 3e Conférence de l'Association nord-américaine des journaux de rue (NASNA)

100% NATUREL
100% GARANTI
100% BIOLOGIQUE

BIOFORM

•Extraits de plantes dynamisées

CELLULITE

CONTRÔLE DU POIDS

• FATIGUE

• ÉTAT DÉPRESSIF

BOOSTER

ANTI-TABAC

• ARTHRITE

• ANTI-DOULEURS



Indispensable pour tous, jeunes et moins jeunes

Aussi...

- 18 La coopérative Café Chaos en fête
- 22 Projet Geipsi
- 28 Le suicide chez les aînés
- 29 Un chapelier débrouillard
- 30 Contes et comptes du prof Lauzon



MODÉREZ VOS TRANSPORTS !

NORMAND LALONDE

La STCUM cible-t-elle les pauvres? En introduisant la CAM hebdo, la Société compte empocher 3,5 M \$ supplémentaires par année. Seront-ils réinvestis en réduction de tarif pour les personnes à faible revenu? Quels sont les avantages et inconvénients pour les consommateurs à mini-budget?

Pour offrir au public «une plus grande flexibilité dans le choix de ses titres de transport», une nouvelle carte hebdomadaire, la CAM hebdo, sera mise en vente par la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) dès le 18 septembre. La première édition de la CAM hebdo couvrira la période du lundi 21 au dimanche 27 septembre.

Selon Odile Paradis, chef des affaires publiques à la STCUM, on vise la clientèle qui effectue moins de 45 voyages par le transport en commun, soit «(...) les usagers qui ne font pas de déplacements réguliers durant un mois complet». Dans cette catégorie on retrouve, itinérants, assistés sociaux, travailleurs occasionnels, étudiants en fin de session et autres personnes à petit budget.

Les personnes à faible et très faible revenu entrent dans le collimateur de la STCUM. Les touristes, congressistes, ou autres visiteurs occasionnels séjournant à Montréal pourront continuer d'utiliser la carte touristique, dont l'existence était révélée par notre camelot Alain Coulombe (alias Alcatraz) dans l'édition



de mars 1998 de L'Itinéraire. Seule sa formule sera changée. Alors qu'auparavant, elle coûtait 6 \$ pour une journée ou 12 \$ pour trois jours consécutifs, elle ne sera désormais valide que pour cette dernière durée. La STCUM en réévaluera la pertinence ultérieurement.

Le piège

Les personnes à faible revenu devront évaluer leurs besoins réels de transport. À l'opposé des tickets en lisière utilisables n'importe quand, cette carte a le désavantage de n'être valable que pour la semaine où elle a été émise. À l'achat d'une CAM hebdo, moins onéreuse sur le coup, il est tentant de puiser dans la cagnotte prévue pour le transport et de combler d'autres besoins: nourriture, fournitures scolaires, loisirs.

Mme Odile Paradis reconnaît que la CAM hebdo limite plus la liberté de circulation que les tickets et autres titres de transport: la carte est valide pour une période précise. Elle invite le public à bien choisir le titre de transport correspondant à son budget. Aussi, elle considère que les moins nantis payent plus cher présentement, car ils achètent leurs tickets à l'unité ou en lisière. «Ils ne possédaient pas l'argent nécessaire pour une CAM mensuelle en début de mois. Au lieu de déboursier 45 \$ d'un coup, il devient plus

avantageux pour ces personnes d'étaler leur investissement. Leurs frais de déplacement seront moins élevés avec la CAM hebdo, qu'avec des tickets.» Mme Paradis soutient que la STCUM fidélisera les voyageurs par l'utilisation plus régulière des transports en commun.

3,5 M \$ de revenus supplémentaires

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer avec précision la proportion des consommateurs qui opteront pour la CAM hebdo, l'introduction de cette carte permettra à la STCUM d'encaisser 3,5 millions \$ en revenus additionnels, de l'avis de son directeur général, M. Jacques Fortin.

Bien que, à n'en pas douter, la CAM hebdo cible les utilisateurs les plus pauvres, la STCUM soutient que son introduction se fera à leur avantage. Ceux-ci ne déboursent-ils pas 3,5 M \$ de plus par année? «Ce sont surtout les gens qui ont les moyens qui feront réaliser ces sommes anticipées. Ceux qui passeront, pour différentes raisons, de la CAM mensuelle à la carte hebdomadaire. Les gens pauvres qui passeront du ticket à la carte hebdo nous feront plutôt perdre des revenus», stipule M. Fortin.

En outre, le réinvestissement de ces revenus en réductions de tarifs pour les personnes à faible revenu n'est pas envisagé par la STCUM. «Les revenus supplémentaires nous aideront à maintenir nos services, à ne pas augmenter nos tarifs alors que la contribution des municipalités est à la baisse. D'ailleurs, nous avons l'intention de geler le tarif de la CAM hebdo en décembre», conclut M. Fortin.



427, rue de la Commune Est
Montréal (Québec)
H2Y 1J4

ab

Accueil Bonneau Inc.

Téléphone: (514) 845-3906
Télécopieur: (514) 845-7019

Martin Lemay
Conseiller municipal
Sainte-Marie



275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C6

Téléphone : (514) 872-6306
Télécopieur : (514) 521-9311



Transport 2000

De son côté, le directeur général de l'Association Transport 2000 Normand Parisien sanctionne la CAM hebdo : «Le nouveau titre offre une option additionnelle et n'est pas beaucoup plus cher sur une base mensuelle. Il permettra peut-être à des gens de voyager, alors qu'ils ne pouvaient pas le faire auparavant.» Cependant, il critique le système tarifaire «désuet» et revendique une mise à jour technologique qui s'imposerait. On pense notamment à une carte à puce ou encore à une CAM annuelle.

La CAM hebdo est créée dans un contexte budgétaire où des politiciens considèrent qu'il y a encore du gras à couper. «Alors que la STCUM réalise des surplus, les réductions de tarifs pour les personnes à bas revenus ne font pas partie de ses plans», dénonce M. Parisien.

La cohue

La CAM hebdo sera mise en vente à compter du vendredi précédant la semaine de validité, jusqu'au mardi de la semaine en cours. La STCUM veut ainsi éviter la cohue aux guichets en début de mois. La Société attend moins de monde aux kiosques pour l'acquisition de la CAM mensuelle, et surtout pour les lisières de tickets.

Tableau comparatif

Titre	Tarif régulier	Tarif réduit*	Accès
CAM	45 \$	19 \$	Accès libre
CAM hebdo	12 \$	6 \$	Période limitée
Carte touristique	12 \$		«Gratteux» 3 jours consécutifs
Lisière de 6 billets	8 \$	4 \$	Accès libre
Espèces	1,85 \$	1 \$	Accès libre
Certains dépanneurs	1,50 \$		Accès libre

*Les étudiants âgés de moins de 18 ans et les personnes âgées de 65 ans et plus peuvent bénéficier du tarif réduit de la STCUM.



Photo: N. Lalonde

Cette jolie fleur de macadam a fêté son 15^e anniversaire le sept août dernier, rue Saint-Denis.

ÉCRIVEZ-NOUS !

Un dossier spécial sera publié dans notre prochaine édition. Le Groupe communautaire L'Itinéraire y présentera son cahier de revendications pour améliorer le sort des plus démunis.

Écrivez-nous ! Répondez à cette question sur le thème de la pauvreté: Quelles revendications considérez-vous prioritaires à adresser aux candidats des élections municipales du 1er novembre prochain ?

Votre lettre ne devra compter qu'un seul paragraphe et pourrait être publiée. N'oubliez pas de la signer. Tombée : 15 septembre. Publication: 1er octobre.

Journal L'Itinéraire
1907, rue Amherst
Montréal (Québec)
H2L 3L7

Courriel : itiner@cam.org

Avez-vous des problèmes avec votre employeur?

CAMPEAU OUELLET NADON BARABÉ CYR DE MERCHANT BERNSTEIN COUSINEAU HEAP PALARDY

AVOCATS-AVOCATES

ASSURANCE-CHÔMAGE AIDE SOCIALE DROIT DU TRAVAIL LOGEMENT RÉGIE DES RENTES AIDE JURIDIQUE ACCEPTÉE

1406, rue Beaudry
C.P. 95, Succursale «C»
Montréal (Québec) H2L 4J7
Téléphone: (514) 528-7228
Télécopieur: (514) 528-1353

Corde à linge
Montréal

RÉPARATION ET INSTALLATION
DE CORDE À LINGE

WE INSTALL AND REPAIR CLOTHESLINES

INSTALLATION ET REDRESSÉMENT
DE POTEAUX

WE PUT UP & STRAIGHTEN UP POLE

François Pilon
B.P. 63533, succ. Van Horne
Montréal, H3W 3H8
Téléphone: (514) 731-7261
Télécopieur: (514) 737-6447
Cellulaire: (514) 591-7542



Branchez-vous

à l'alternative
en éducation!

En vous branchant
sur InfiniT éducation,
vous pénétrez au coeur
de la pédagogie.
Plus de 25 sites instructifs,
vivants et animés,
pour mieux apprendre.



InfiniT
éducation

<http://www.education.infinit.net>

Branchez
votre école
à haute vitesse!

Renseignements :

(514) 281-9149
1 888 246-2256



Vidéotron

SALON JEANNINE

2112 AMHERST
MONTREAL

Spécial

en semaine au Salon

Mardi, mercredi et

jeudi

Permanent **35\$**



Ouvert du Lundi au Samedi

521-4863

CHAMBRE DES COMMUNES



Bernard Bigras

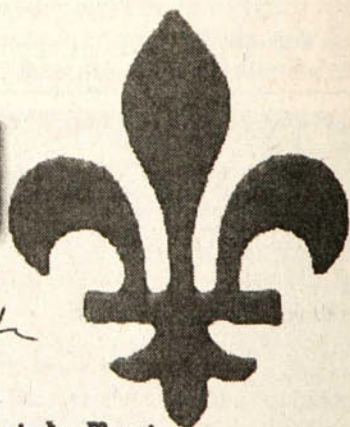
Député de Rosemont

2105, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)
H2G 1M5

Tél: (514) 729-5342
Télécopieur: (514) 729-5875



Gilles Desjardins



Député de Laurier Sainte-Marie

1717, boul. René Lévesque Ouest, bureau 310,
Montréal (Québec) H2L

Tél.: (514) 522-1339 Fax: (514) 522-9899

L'itinéraire offre la possibilité aux gens de la rue d'acquérir de la
formation en informatique et de s'initier à Internet.

L'itinéraire recueille vos vieux Macintosh
(ou vos IBM 486 et plus, imprimantes, etc.)

Avant de les jeter à la poubelle, appelez
Sébastien Langlais au (514) 597-0238

Merci à tous!



Lancement d'un jeu pédagogique adapté à la clientèle toxicomane

FEU VERT SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES



BRYAN DIONNE

Un jeu de simulation interactif portant sur la prévention des hépatites B et C, ainsi que du VIH, est maintenant disponible pour les intervenantes et intervenants des différents organismes oeuvrant dans la prévention auprès de la clientèle aux prises avec un problème de toxicomanie.

Le Centre Dollard-Cormier vient de lancer un jeu interactif: *feu vert sur la réduction des risques*. Créé dans le but de contrer l'inconfort et le malaise qui sévissent habituellement dans les séances d'animation de groupe, cet outil d'animation se veut une alternative aux discussions touchant la sexualité et l'usage des drogues, situations qui causent beaucoup de difficultés auprès de la clientèle toxicomane.

Feu vert sur la réduction des risques est conçu comme tout autre jeu, et ne tient pas compte de la situation des participants. Jamais le «joueur» n'a à dévoiler son état de santé, son orientation ou ses habitudes sexuelles, ni encore ses habitudes de consommation de narcotiques. L'interaction porte uniquement sur le contenu et les illustrations de chaque carte qui compose le jeu où l'humour est souvent mis en valeur.

Facile d'utilisation et fortement axé sur le visuel, le jeu est bâti sur le modèle des feux de circulation. L'absence de risque absolu n'existe pas lorsque l'on traverse la rue au feu vert. S'agissant de la consommation de drogues et du comportement sexuel, l'absence de risque n'existe pas non plus.

Sur le jeu grand format et très coloré, des cartes graphiques autocollantes peuvent être apposées en fonction du niveau de risque relatif aux illustrations (pratiques sexuelles, rituels de consommation, injection, tatouage). On identifie les comportements à risque élevé (Rouge), possible (Jaune) ou très faible (Vert).

En plus de détendre l'atmosphère durant les périodes d'échange, *Feu vert sur la réduction des risques* se veut un outil d'information et de prévention sur les modes de transmission du VIH et des hépatites B et C, en plus de fournir des moyens pratiques et concrets pour en diminuer les risques.

Expérimenté auprès de diverses clientèles toxicomanes, *Feu vert sur la réduction des risques* a bénéficié du soutien financier de la Régie régionale de la santé et des services so-

ciaux de Montréal-Centre, et de la Direction générale de la santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Cet outil s'adresse plus particulièrement aux intervenants des milieux de désintoxication, de réadaptation, de l'itinérance, des CLSC ou encore des centres pour jeunes en difficulté. Il ne coûte que 20 \$.

Pour se procurer *Feu vert sur la réduction des risques*, s'adresser au Centre québécois de documentation en toxicomanie (Centre Dollard-Cormier), au 950, rue Louvain est, Montréal (Qc) H2M 2E8, ou par télécopieur: (514) 385-5728.



Lunettes d'occasion

**Avis: Le Groupe
L'itinéraire ne peut
plus recevoir de montures
de lunettes, faute d'espace.**



Merci pour votre collaboration !



*Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec*

**LA PLUS GRANDE
CENTRALE SYNDICALE
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est
17^e étage
Montréal (Québec)
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000
Télécopieur: (514) 383-8001





FIÈRE CAMELOT

Voilà trois ans déjà que je vends le journal. J'aime beaucoup le monde du Groupe communautaire. Je leur donne un coup de main, car je pense qu'il y a trop de monde dans l'itinérance.

L'itinéraire est un beau journal que l'on vend sur la rue. Il y a toutes sortes d'articles. C'est beau le vendre. Le temps passe et on ne s'ennuie pas. Comme je suis habituée, j'adore travailler avec le public. J'aime mes clients tout autant que L'itinéraire.

Photo: N.L

Liette, camelot au métro Beaudry



DIVERGENCE DE POINT DE VUE

Le peu d'efforts consacrés à l'intégration des personnes handicapées démontre bien l'attitude méprisante qui consiste à considérer les handicapés comme des fardeaux pour la société. Malheureusement, cette mentalité médiocre est de plus en plus représentative d'un état d'es-

prit général qui, non seulement, condamne les handicapés à rester d'éternels assistés sociaux, mais vise aussi à les exclure de la vie en société, ce qui est très grave. L'attitude générale envers une personne éprouvant de sérieuses difficultés, est toujours de l'exploiter, tout en cherchant à l'attaquer constamment par des attitudes hypocrites.

Il est trop facile d'accuser continuellement les conditions socio-économiques pour expliquer la croissance du phénomène de l'itinérance au Québec. Certes, le manque de travail, la dégradation continue des programmes sociaux et la raréfaction du

travail sont des facteurs qui aggravent considérablement la situation, sans compter l'insouciance et l'indifférence de la population envers les organismes charitables. Une population de plus en plus méfiante envers les organismes d'aide aux démunis qui sont régulièrement éclaboussés par des scandales concernant la fraude et l'exploitation de l'image de la pauvreté. L'indifférence face à la pauvreté est aussi grave que les effets pervers des fraudeurs. Ces fraudes minent la crédibilité des organismes sérieux qui oeuvrent pour palier le retrait progressif du gouvernement du domaine communautaire.

De nos jours, le système d'aide sociale encourage de plus en plus la fraude et le travail au noir, tout en incitant les bénéficiaires à s'en prendre à la Fonction publique. En terminant, même si certains individus ont choisi librement de vivre l'itinérance, la pauvreté ne devra jamais devenir un mode de vie pour les exclus de la société.

Sébastien Boyer

Camelot Berri-UQÀM

T-Shirt L'itinéraire en vente à 15,00\$

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Tél.: _____

Taille S M L XL

TPS: \$ 1,05

TVQ: 1,20

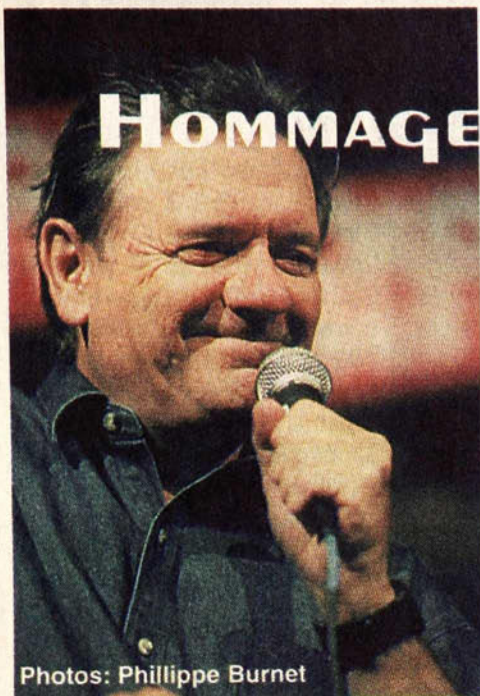
Frais d'envois: 3,65

Montant total: 20,00

Signature: _____

Envoyez un chèque ou mandat poste à l'ordre du Journal L'itinéraire à l'adresse suivante:
1907, rue Amherst, Montréal (Qc) H2L 3L7





Photos: Philippe Burnet

GINA MAZEROLLE

CAMELOT AU CARRÉ ST-LOUIS
MÉTRO BERRI-UQAM SORTIE ST-DENIS.

Le jeudi 13 août 1998 à 21 heures, a eu lieu un spectacle d'humour au bénéfice de l'Accueil Bonneau au bar Les 2 Pierrots situé au 104, rue St-Paul. Le spectacle se nomme "ON RIT-CONSTRUIT" avec la participation du célèbre et grand humoriste Jean-Guy Moreau.

De plus étaient présents nos meilleurs humoristes de la relève. Et une participation spéciale en humour de l'ex-boxeur et comédien Deano Clavet, le chanteur Mario Peluso et l'astrologue Louise Haley (Mme Minou). Éric

Spectacles Bonneau

HOMMAGE À L'ACCUEIL BONNEAU

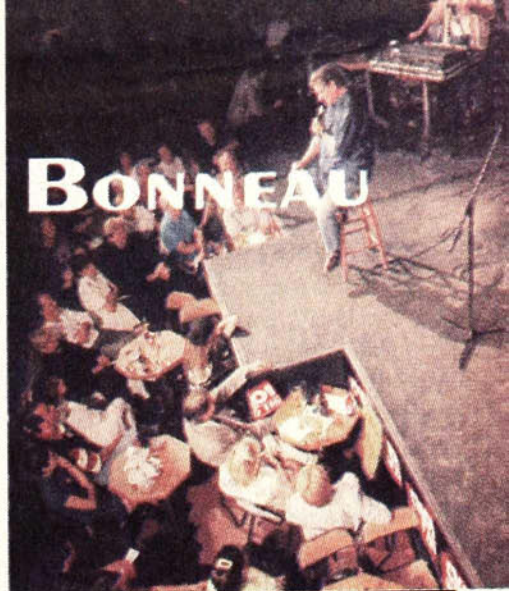
Dumoulin de CKOI FM agissait comme maître de cérémonie de ce spectacle.

Le lundi 24 août 1998 à 20 heures a eu lieu le spectacle LA BANDE À BONNEAU au théâtre St-Denis situé au 1594, rue St-Denis à Montréal.

Cette opération de grande envergure s'est tenue dans le cadre de la campagne de levée de fonds. En collaboration avec CLUB CULTURE, le concert bénéficiaire a attiré plusieurs artistes qui ont bénévolement offert leur participation, dont les « Frères à Ch'val » porte-parole de l'événement et de Yves Lambert de la formation La Bottine Souriante qui a agi comme animateur de la soirée.

On a pu voir et entendre sur la même scène des artistes comme Les Colocs, France D'Amour, Éric Lapointe, Dan Bigras, Isabelle Boulay, Rémy Caset, Nicolas Ciccone, Lyze Grenon, Marc Gabriel, Claude Lamothe, Shen Qi, Sylvie Paquette, Patrice Desbiens, André Michaud, Mario Peluso, Dorian Sherwood, Josée Rivard et, bien sûr, la Chorale de l'Accueil Bonneau.

Les billets pour cette noble cause coûtaient 70 \$ et 10 \$ pour le spectacle d'humour. Merci au grand public d'avoir participé à la reconstruction de l'Accueil Bonneau.



MERCI !

Chers amis de l'Accueil Bonneau,

Lors du sinistre du 9 juin dernier, de nombreuses personnes nous ont porté secours, pompiers, policiers, secouristes d'Urgence-Santé, le personnel hospitalier des urgences du CHUM, de l'Hôpital Général de Montréal, de l'Hôpital Royal Victoria; le CLSC des Faubourgs, le personnel de la Société du Vieux-Port de Montréal et de simples passants. Des organismes comme the Old Brewery Mission et les Oeuvres de la Maison du Père, Jeunesse au Soleil, Moisson-Montréal et l'Entretroit ont pris notre relève pendant trois jours et nous ont apporté leur appui.

Une maison a été détruite. Cependant la communauté humaine qui la soutient habituellement s'est ressaisie et s'est engagée à poursuivre l'oeuvre entreprise il y a 121 ans.

L'appui reçu de vous tous a été pour nous une puissante stimulation à continuer. Nous remercions de leur bienveillante collaboration toutes les personnes qui nous ont exprimé leur appui et leur sympathie.

La grande famille de l'Accueil Bonneau

Jacinthe Bouchard,
Présidente du Conseil d'administration

Nicole Fournier, s.g.m.
Directrice générale



L'X, NOUVEAU BASTION DE LA CULTURE PUNK À MONTRÉAL

CATHY BAZINET

Le Punk n'est pas mort

C'est dans un immeuble de la rue Sainte-Catherine que L'X a maintenant pignon sur rue. Formé en 1996, le collectif a ouvert, au mois de mai, son centre d'expression, de création et de diffusion punk. La vocation du groupe? Favoriser la scène underground, notamment en permettant à des groupes de musique hard core, métal, punk et ska de performer dans une salle accueillant plus de 300 personnes.

«Pour l'instant, ce qui nous permet de payer le loyer, ce sont les recettes du bar pendant les shows. Mais d'autres activités sont en train de s'organiser. Par exemple, notre atelier de sérigraphie fonctionne très bien», explique Patrick Morin, membre du Conseil d'administration de L'X, et bénévole à temps plein.

L'X offre aussi des ateliers de sonorisation et d'entretien d'instruments, un atelier de recyclage de meubles, un atelier de couture et même des cours de taekwondo! De plus, le groupe travaille à mettre sur pied son centre de Documentation d'Information et de Références alternatives (D.I.R.A.) qui un jour deviendra, un Centre d'éducation populaire et d'information sur le milieu *underground* et la consommation de drogues. Différents groupes d'action politique louent également cet espace, tels *Food not bombs*, le *Réseau solidarité pour le Mexique* et *Le Repaire*.



Photo: Jean-François Gascon

La génération X n'a pas dit son dernier mot

Né de la rébellion contre le courant idéologique d'hégémonie de la société, le mouvement punk prend sa source dans un courant musical et culturel apparu en Grande-Bretagne vers 1975. Si les adeptes affichent une attitude de provocation et de dérision à l'égard de la société, c'est qu'ils jugent celle-ci incapable d'apporter à la jeunesse un quelconque espoir, d'où le slogan *No Future* (Pas d'avenir). L'aventure de L'X a débuté lors d'une émeute boulevard Saint-Laurent en 1996, alors que les jeunes, excédés, protestaient contre la répression policière. «Le maire Bourque a dit que si les jeunes en avaient besoin, il allait les aider. Nous sommes donc allés le rencontrer.» La Ville a aidé à structurer le projet et elle a alloué la somme de 10 000 \$ pour aider les jeunes marginaux à se trouver un local. «On doit remercier les fonctionnaires qui nous ont permis de mettre sur pied un plan d'affaires et d'obtenir des subventions. Plusieurs organismes ont fait des dons, comme Santé Canada qui nous a fourni la console et les outils nécessaires pour tra-

vailer le bois», raconte Patrick Morin.

Aujourd'hui, les jeunes marginaux de L'X ont des projets plein la tête. «On aimerait pouvoir offrir de la musique, surtout des importations, directement sur le plancher et ouvrir un café végétarien... puisque 80% des gens de L'X le sont, la plupart pour des raisons politiques. Nous sommes contre l'exploitation des animaux, c'est notre façon de protester. Nous sommes d'ailleurs contre

toute forme d'exploitation.»

L'X désire également promouvoir la culture punk dans un esprit communautaire. «On s'organise pour devenir un centre communautaire et on voudrait que les gens comprennent que nous sommes contre la violence et le matérialisme. Notre société capitaliste limite les rêves à ceux qui sont véhiculés à la télévision. On veut faire quelque chose de différent, offrir une alternative.»

Mais, comme Rome ne s'est pas construite en un jour, L'X est toujours à la recherche de bénévoles pour voir au bon fonctionnement de l'organisme. «On cherche des gens qui ont envie de réaliser des choses. C'est clair que nous ne sommes pas un centre d'aide, ce n'est pas notre mandat. C'est dommage, mais le *smack* (héroïne) est de plus en plus populaire, ce qui fait que les gens ont moins envie de s'impliquer ou encore de venir voir les shows», raconte Patrick Morin. Il y a présentement encore plusieurs spectacles à l'affiche. Pour tout renseignement, adressez-vous au (514) 866-4004 ou à l'adresse suivante: 182, rue Sainte-Catherine Est.

JEAN COUTU

Daniel Dubois
Gérant administrateur

501, rue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2J 1W6

Tél.: 521-3481
Fax: 521-1660

LES OEUVRES DE



**LA MAISON
DU PÈRE**

550, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) H2L 2L3
Tél.: (514) 845-0168 Fax: (514) 845-2108



L'OPÉRATION SALAMI : SECTION QUÉBÉCOISE DE LA RÉSISTANCE MONDIALE AUX INJUSTICES.

YASMINA PATIENT

C'est le 16 septembre prochain que le tribunal décidera de la date et de la nature du procès des membres de l'Opération SalAMI. Rappelez-vous : «Montréal, Jakarta même combat !», «Fair trade, not free trade!», «Mondialisation des injustices sociales!», «Nos vies avant leur profit!», «MAI, tell us why?!» sont autant de slogans que lançait la centaine de manifestants de l'Opération SalAMI en bloquant l'entrée de l'hôtel Sheraton, le 25 mai dernier. Cette manifestation a surpris le public par son caractère non-violent et a remis en question le processus de mondialisation de l'économie.

Les quelque 80 militants arrêtés à la suite de la manifestation en face de l'hôtel Sheraton, sont sous le coup de cinq chefs d'accusation. Deux pour avoir troublé la paix et trois pour attroupement illégal, méfait et entrave à l'agent Lemieux, responsable du dossier de la police. Selon Robert G. Saint-Louis, avocat de la défense, les manifestants sont passibles d'une amende maximale de 2000 \$ et de six mois d'emprisonnement.

Me Saint-Louis explique: «Les audiences publiques des personnes accusées ont commencé le 11 juin et se poursuivront à l'automne. Le 16 septembre les dossiers des accusés seront remis au tribunal. À ce moment, nous connaissons la date du procès, sa durée et sa nature.» Afin d'informer les accusés sur le dénouement du procès et décider de la conduite à tenir, les membres du SalAMI participeront à un camp de formation à l'auto-défense judiciaire pendant le week-end du 4 au 7 septembre. Selon l'avocat, le mouvement semble avoir opté pour un procès collectif à caractère politique. «Nous envisageons de faire appel à des experts qui viendront expliquer au tribunal les conséquences économiques et sociales de l'AMI sur la population.» En effet, le 25 mai dernier devant l'hôtel Sheraton, l'accord était mis à l'index. La tenue à Montréal de la Conférence annuelle sur la mondialisation de l'économie offrait aux membres du SalAMI l'occasion de dénoncer ce



Photo: Caroline Hayeur / Agence Stock Photo

processus qui occulte trop souvent le bien-être des populations locales.

Symptôme du néolibéralisme

Selon Philippe Duhamel, porte-parole du mouvement, l'AMI s'inscrit en fait dans un contexte plus large. «C'est un symptôme et non pas la cause première du néolibéralisme. L'AMI constitue une étape importante dans le processus de libéralisation de l'économie» explique-t-il. Cet accord dont tout le monde parle, mais dont fort peu de gens connaissent les implications concrètes est, après l'ALENA, le dernier avatar du néolibéralisme.

Dorval Brunelle, professeur au département de sociologie à l'UQAM, a participé au sommet populaire chilien de mars dernier qui a eu lieu en marge du Sommet des Amériques. «Parallèlement à la mondialisation de l'économie, est née la mondialisation d'une conscience des effets dommageables de ce processus, et nous assistons à l'émergence de coalitions très originales», explique-t-il. Parrainé par l'ORIT (Organisation Régionale Interamérique du Travail), le

sommet parallèle de Santiago cha-peautait une dizaine de forums sur la pauvreté, l'éducation, le féminisme, les droits et libertés, les autochtones. Le Mouvement québécois du SalAMI s'insère dans le cadre de ces protestations mondiales. «Il s'agissait de sensibiliser et de mobiliser la population québécoise», explique Philippe. En effet, au Canada anglais, la prise de conscience et la mobilisation ont été rapides. Il fallait donc secouer la léthargie de la population locale, due, selon lui, essentiellement à la désinformation.

«Face à une érosion du pouvoir des citoyens, il est nécessaire de rétablir un certain équilibre et créer un mouvement de résistance civile québécois», estime Philippe qui, à 36 ans, milite depuis 15 ans dans l'action non-violente. Il s'est penché sur les stratégies de violence, notamment chez les activistes des États-Unis, et il a compris que ces stratégies ne marcheraient pas au Québec.

«Essentiellement pour des raisons stratégiques et culturelles», explique-t-il. «Nous faisons face à un appareil répressif très bien équipé.» Face à une autocensure importante, un nivellement idéologique et une forme de répression plus ou moins subtile, l'action non-violente est, à son avis, une bonne stratégie pour minimiser la violence institutionnelle et maximiser l'impact du message. «Elle reste la meilleure façon de rester près de nos valeurs.»

Désobéir

Michèle, consultante en ressources humaines, a rejoint l'Opération. À 51 ans, elle a connu sa première expérience de désobéissance civile. «J'ai pris conscience que cet accord et tout ce qu'il soutient ne tient aucun compte des citoyens. Je suis responsable du monde dans lequel vivront mes enfants et, sans doute, devrai-je leur rendre des comptes dans quelques années», explique-t-elle. En attendant le 16 septembre, le SalAMI fourbit ses armes et a bien l'intention de mettre l'AMI et le néolibéralisme au banc des accusés.



Festival des films de la rue

RAMON VITESSE

Réaliser une deuxième édition du Festival des films de la rue, c'est en soi une réussite contre la précarité qui règne dans un milieu où on n'a pas le luxe de penser à long terme : on y parle plus du quotidien que de mois ou d'années... Pourtant, le Festival s'est déroulé sur trois jours: les 24, 25 et 26 août !

Tout a commencé par la projection du film *OD, Overdose* de Patrick Masbourian, au mois de mai 1997 au Zest. Claudia Parent, agente de projet pour le RAPSIM (Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal), parle d'une simple envie qu'avaient les jeunes présents : «Ce vidéo les avait accrochés ; ils voulaient le revoir... C'est ainsi que le RAPSIM a pris l'initiative de la première édition du Festival. L'événement a eu lieu en plein coeur du centre-ville, Place Pasteur. Compte tenu des réactions très positives des jeunes avec lesquels nous travaillons, des marginaux, nous avons décidé de répéter l'expérience.» On se souviendra des efforts policiers pour chasser les jeunes de la Place Pasteur, ainsi que des récentes rumeurs voulant que le parc devienne propriété de l'UQAM dans le but d'en restreindre l'accès... Bref, un lieu prédestiné pour y projeter les réalités des jeunes de la rue !

Valérie Ducharme, organisatrice communautaire du RAPSIM, souligne certains objectifs permettant de mieux situer le Festival des films de la rue: «Nous visons d'abord et avant tout les jeunes de la rue. Nous désirons les sensibiliser, notamment à la réduction des effets négatifs de la consommation de drogues, mais aussi les divertir, briser leur routine car, dans tous les festivals, on pense bien peu à eux, sinon à la mauvaise image qu'ils peuvent donner aux visiteurs... La participation des organismes de travail de rue, comme En Marge, auront des kiosques sur place pour répondre aux réactions suscitées par la projection des films.»

«Mais ce n'est pas tout, poursuit Valérie: «Une équipe composée d'Étienne,

membre des Pairs Aidants de la Clinique des jeunes St-Denis (associés à la Table de concertation des organismes jeunesse itinérante pour le démarrage du Festival); de Mélanie, membre des Dîners Rencontre; de Marie-Michelle, de SPECTRE de Rue et de moi-même, avons visité les commerçants pour les sensibiliser aux réalités des jeunes. Leur présence aux projections permet de démystifier les réalités vécues par les jeunes et d'engager le dialogue avec eux.»

Quand à savoir si l'organisation du Festival souhaite aller plus loin dans la revendication politique, il n'y a qu'un pas; mais là n'est apparemment pas le but: «À la Table de concertation, nous parlons, par exemple, du virage ambulatoire. Le Festival, lui, ne va pas sur ce terrain». On peut s'interroger sur la pertinence de faciliter l'émergence d'une prise de parole par les jeunes marginaux. Ce type de lieu politique, contrairement à l'offre de services, d'intervention, de dépannage... fait pourtant cruellement défaut. Sinon, comment changeront les réalités des jeunes autrement que par le relais politique des intervenants?

Les projections

Parmi les films présentés au Festival cette année, notons, le 24 août, salle de l'ONF, le poignant documentaire *Tu as crié Let me go* de la cinéaste Anne-Claire Poirier, mère d'une fille vaincue par la drogue; le 25 août, à L'X (récent centre d'expression, de création et de diffusion punk), *Mess* de Normand Senez (via Art-Toxico) traitant des jeunes de la rue et de la mescaline; le 26 août, en plein air, Place Pasteur, une deuxième projection de *OD, J'me suis poussée faut que j'me sauve* (Virage) de Stéphanie Hénault et *De l'autre côté de la rue* (une autoproduction de l'organisme Passages) par les filles de Passages.

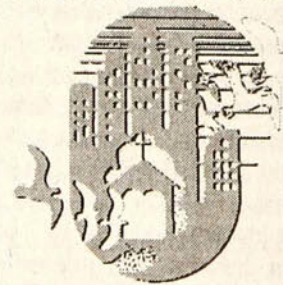
Ces films ont été présentés au grand public, mais les organisateurs n'ont pas invité les médias. Pourquoi? «Nous désirons éviter un traitement médiatique, le plus souvent envahissant et sensationnaliste sur le site. Nous donnerons, après le festival, une conférence de presse. Avec ses amuseurs publics, ses kiosques d'information et la distribution de nourriture nous ne souhaitons aucunement faire un show médiatique du site du festival.»

Le réseau d'aide

Aux personnes seules
et itinérantes de Montréal

180, rue Ste-Catherine Est
Montréal (Québec)
H 2 X 1 K 9
Téléphone: (514) 879-1949

BonSecours Inc.



Centre de réhabilitation pour démunis
alcooliques/toxicomanes de 25 ans et plus

Admission
de 9 à 16 heures
565, Dublin

(514) 935-8882



Pierre Bourque sur la corde raide

UNE ENTREVUE AVEC LE MAIRE DE MONTRÉAL

Cathy BAZINET

De maire-jardinier à Géranium 1^{er}, aucun quolibet n'aura été épargné à l'homme politique qui préside aux destinées de Montréal. À l'aube de la campagne électorale, quel sera le cheval de bataille de Pierre Bourque pour convaincre les électeurs qu'il est toujours l'homme de la situation?

D'emblée, le maire confie qu'il rêve de faire de Montréal «une ville modèle dans le domaine de l'environnement et de l'harmonie sociale où les gens se respectent quels soient leurs origines, leur âge ou leurs problèmes». La priorité pour atteindre son but? Augmenter la productivité des employés... «Nous voulons qu'il y ait une plus grande participation des employés de la Ville pour rendre encore plus efficace la fonction publique et nous privilégions aussi une certaine ouverture en engageant des jeunes des communautés culturelles. Notre objectif est de 40% et nous avons atteint 37% cette année.» S'il est une chose dont on ne puisse accuser le maire, c'est bien de manquer d'ambition!

Montréal n'est pas un jardin de roses

Rêver d'une ville modèle en matière de savoir-vivre est une chose, régler les problèmes déjà existants en est une autre. M. Bourque se dit très conscient du problème de l'itinérance qu'il attribue, en grande partie, à la désinstitutionnalisation. «Le gouvernement du Québec a vidé les hôpitaux à 40%, et ces gens-là, souvent des ex-psychiatisés, se retrouvent à Montréal. C'est un phénomène urbain qu'il faut essayer d'encadrer; c'est pourquoi on a créé une Table de concertation pour tenter de comprendre le phénomène et y apporter des solutions. Mais, ce qui m'embête, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes itinérants et de délinquants. Nous proposons des alternatives, le Café Graffiti en est un exemple. Au lieu de graffiter sur les immeubles du quartier Hochelaga-Maisonneuve, ils vont s'exprimer là et peuvent vendre les produits de leur création.»

Permettre aux jeunes de s'exprimer n'est certes pas la panacée à tous les

maux. C'est pourquoi M. Bourque a créé la Fondation du maire pour la jeunesse qui alloue des subventions à des jeunes de 18 à 30 ans qui veulent démarrer une entreprise à Montréal. Pierre Bourque, qui reçoit déjà une pension de retraite de la Ville, verse son salaire annuel de maire à la Fondation, somme qui s'élève à près de 100 000 dollars. Mais il y a bien une entreprise très prisée par les jeunes marginaux qui ne trouve pas grâce aux yeux de M. Bourque... le squeegee professionnel! «Actuellement, c'est un phénomène en régression à Montréal. Comme on en a beaucoup parlé, ça a permis de se pencher sur le problème. J'ai rencontré les jeunes marginaux, ceux qui ont fondé L'X; on leur a trouvé 100 000 dollars et un local pour produire leurs spectacles. On a opté pour le dialogue plutôt que la répression.» Vérification faite auprès de L'X, la Ville a plutôt déboursé 10 000 dollars et fourni les fonctionnaires pour les aider à mettre le projet sur pied...

La gare Jean-Talon: une épine dans le pied

Au fil de son mandat, on a accusé M. Bourque de vendre la ville morceau par morceau à l'entreprise privée. La vente de la gare Jean-Talon, bâtiment emblématique construit dans les années 30, au géant ontarien de l'alimentation Loblaw est une des transactions qui a fait couler beaucoup d'encre. La Ville avait pris des engagements depuis 1982 vis-à-vis de la rénovation de la gare et devait en faire un lieu communautaire et culturel de premier ordre dans le quartier Parc Extension, un des quartiers urbains les plus pauvres du Canada. «Il ne faut pas oublier que c'est 25 millions de dollars que Loblaw va investir. Elle va restaurer la gare et la redonner,



Photo: Ivanoh Demers

en quelque sorte, à la Ville. Il y aura une partie commerciale, mais on va donner beaucoup d'espace aux groupes communautaires de Parc Extension.» Dinu Bumbaru, directeur de programme à Héritage Montréal qui s'est farouchement opposé à la vente de la gare, s'insurge contre la transaction qui, selon lui, va à l'encontre du plan d'urbanisme de la Ville. «La gare est un bien patrimonial, une propriété publique et M. Bourque a décidé de s'en départir, même si les citoyens s'y étaient opposés. Dans ce dossier, le maire a traité les Montréalais avec mépris en ne respectant pas les consultations publiques que les citoyens ont même dû payer de leur propre poche.»

Jacques Chagnon
Député de
Westmont-Saint-Louis

Hôtel du Parlement
Bureau 3.129
Québec (Québec)
G1A 1A4
Téléphone: (418) 643-4313
Télécopieur: (418) 646-4385

ASSEMBLÉE NATIONALE

1134, rue Ste-Catherine Ouest
Bureau 800
Montréal (Qu/bec)
H3B 1H4
Téléphone: (514) 395-2929
Télécopieur: (514) 395-2955





M. Bourque se défend bien de vendre le patrimoine montréalais au plus offrant, au nom d'impératifs économiques: «Le problème le plus urgent, c'était l'emploi et l'ouverture du magasin Loblaw va en créer 300». Le hic, c'est que le quartier Parc Extension est un peu la terre d'accueil des immigrants, que l'on retrouve dans une proportion d'environ 30%. Beaucoup d'entre eux ont une petite entreprise pour subvenir aux besoins de leur famille. «Quand on parle de la création de 300 emplois, on ne sait pas combien seront à temps partiel et combien d'autres seront perdus,

interroge M. Bumbaru. Les magasins à petite surface vont-ils pouvoir résister? Et qu'advient-il des organismes communautaires si jamais Loblaw décidait de revendre? Qu'est-ce qui assure à la Ville que ces organismes pourront rester dans la gare? Je crois que nous sommes tous actionnaires de la Ville et nous avons notre mot à dire. Nous ne sommes pas du bétail que l'on appâte tous les quatre ans», conclut M. Bumbaru.

Rendre à Bourque ce qui est à Bourque

On peut reprocher beaucoup de choses à l'administration Bourque, mais force est d'admettre qu'un des fers de lance du maire, c'est d'avoir revitalisé les rues commerciales, comme la rue Sainte-Catherine, en réduisant les taxes aux commerçants, afin d'encourager l'investissement. «Pour stopper le déclin économique de Montréal, il faut remettre des richesses dans la ville. C'est pourquoi on a restreint les dépenses; réduit les budgets de la Ville, les taxes d'affaires. Et effectivement, il y a une reprise économique à Montréal.»

Attention à la pelouse

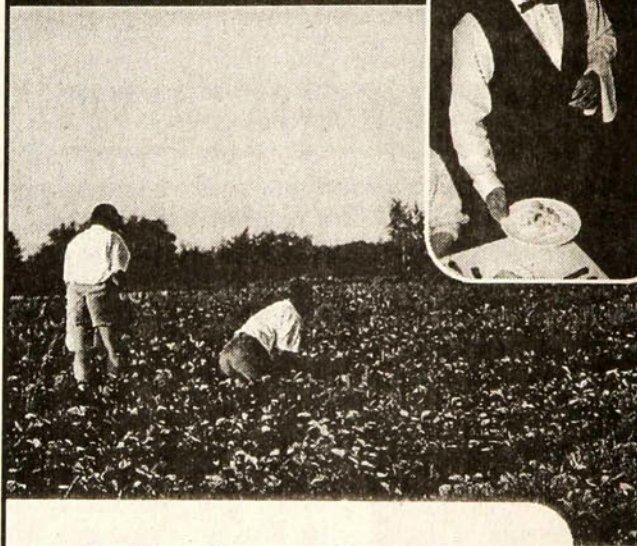
Toujours aussi vert, Pierre Bourque est très sensible à la propriété des 700 et quelques parcs de la Ville de Montréal. Il note un certain laxisme de la part de la population qui, estime-t-il, ne respecte pas toujours les espaces verts de la ville. «Il faut changer le comportement urbain, par exemple, les gens qui jettent des cigarettes dans la rue. Il faut rendre la ville plus humaine par l'éducation. Ça fait quatre ans qu'on le fait... Il va falloir que l'on passe à la coercition pour rendre le respect de l'environnement obligatoire.» Qu'on se le tienne pour dit!

Pour en savoir plus sur les réalisations (ou les projets relégués aux oubliettes) de Vision Montréal, il est possible de consulter le document *Bilan des réalisations de la Ville de Montréal par quartier (1995-1997)* accessible sur Internet: <http://www.ville-montreal.qc.ca/quartiers/quartiers.htm>. Pour faire un choix éclairé le 1^{er} novembre prochain...



Un coup de pouce d'Emploi-Québec

Jusqu'à 500 \$ pour faciliter le retour au travail



Le Supplément de retour au travail s'adresse aux prestataires de la sécurité du revenu ou de l'assurance-emploi dont la prestation hebdomadaire est de 250 \$ ou moins.

Pour en savoir plus :

Région de Montréal : 873-4721

Région de Québec : 643-4721

Ailleurs au Québec: (sans frais)

1 888 643-4721

ou

contactez votre centre local d'emploi (CLE).

Un geste de plus
pour
l'emploi
Québec



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Emploi-Québec



LE RÊVE fou d'UN collectif impossible

PIERRE DEMERS

Collaboration spéciale

La Chorale de l'Accueil Bonneau, vous connaissez? L'une - sinon la seule - des rares chorales d'itinérants à vivre de son art. Une chorale comme un collectif impossible, maintenue ensemble depuis deux ans par un agenda fou et un directeur encore plus fou de chant et de compassion. Pierre Anthian, un prêtre mormon d'origine française.

«Nous avons donné depuis la création du groupe plus de 400 concerts devant tous les publics. Des riches, des pauvres, des banquiers, des sinistrés, à la télé, au Centre Molson, dans le métro, au Saguenay inondé. Si les Hell Angels nous invitent, on y va. On chante pour tous la joie de vivre et le bonheur de se sentir aimé. Sans discrimination.»

Anthian est unique comme bénévole à l'Accueil Bonneau. D'ailleurs il n'est plus bénévole. Il fait désormais partie des employés rémunérés de la maison. «Ils avaient peur de me perdre, ils n'ont pas pris de chance. Ils m'ont fait une offre que je ne pouvais refuser...»

Un climat surchauffé

Anthian est spécial. Une dynamo activée par la foi qui déplace les montagnes. Ses chanteurs aussi. Très spéciaux même. Des itinérants à la frontière de la marge et emportés par un rêve qu'ils adorent et détestent parfois.

La semaine (début juillet) où j'ai fait l'entrevue avec Pierre Anthian et son groupe, ça bouillait dans la marmite. Mais ça bout tout le temps. Comme dans la vie des itinérants portés par les aléas de la vie et l'adrénaline des imprévus. Les itinérants ont tout des hyperactifs et des hypersensibles. Des sémaphores plantés dans la rue pour nous indiquer la direction du vent, le chemin qu'il ne faut pas prendre quand tout se brise autour de nous et que la solitude nous tombe dessus comme la nuit.

Les itinérants sont encore plus fragiles quand ils se sentent portés par une grosse vague de succès et d'amour collectif comme la Chorale de l'Accueil.

Le chanteur du groupe qui avait composé des chansons sur le nouveau disque (Hit Inhérent), lancé le 30 juin, était dans tous ses états. Il avait consulté un ami avocat pour poursuivre



Photos: Normand Lalonde

«On chante pour tout le monde, sans discrimination. Si les Hell Angels nous invitent, on y va.» - Pierre Anthian, le directeur

en justice la directrice de l'Accueil, Soeur Nicole et le directeur Anthian afin de toucher ses droits d'auteur. Comme il devenait plutôt violent envers les autres membres du groupe, on a dû l'expulser quelques jours plus tard. C'était pourtant le plus expérimenté et l'un des chanteurs vedettes. Un être entier habité par la poésie de la rue et la violence. Dommage pour lui, dommage pour le groupe.

J'ai rencontré aussi individuellement d'autres membres qui en avaient long à dire sur la dynamique du collectif. Sur leurs rapports ambigus à cette chorale impossible, qui tient le cap malgré tout. Qui les sauve de la rue et du désespoir en leur donnant une dignité qu'ils n'espéraient plus. Qui les transporte ailleurs et les révèle à eux-mêmes. Même si parfois, ils doutent.

«On est payés 5\$ du concert. C'est pas assez. C'est plus payant de quêter. Il y a des limites à se faire exploiter. C'est sûr qu'on a pris des engagements en rentrant dans le groupe. On a accepté les règles du jeu. Mais la chorale fait de l'argent sur notre dos et c'est l'Accueil qui ramasse tout. On aimerait en profiter davantage. C'est normal. C'est nous, la chorale», me signale l'un d'eux.

D'autres sont écartés, le temps de quelques concerts, quand ils trichent avec le règlement de base — tolérance zéro. Ils se doivent de respecter une sobriété d'usage pour suivre le rythme de croisière presque infernal de la chorale.



«C'est bon pour nous, quand on chante souvent, on ne peut se coucher soûl à chaque soir. C'est trop dur le lendemain pour chanter.

La chorale nous oblige à cette discipline. Mais les gars boivent et fument un petit joint de temps en temps. C'est sûr. On n'est pas des anges parce qu'on chante avec un curé, me confie Guy Tremblay, originaire de Saint-Siméon et qui chante L'Oiseau comme ... le petit Simard. Il accompagne tout de même le groupe dans ses déplacements, malgré sa mise à l'écart momentanée.

Le sens des responsabilités

Le directeur Anthian est tolérant envers eux. Il leur donne des responsabilités. L'un s'occupe du piano mécanique, l'autre de la guitare. Ce chanteur sait que s'il arrive en retard à un exercice ou à un concert prévu, il perturbe tout le reste du groupe. C'est de cette façon que les choristes développent leur esprit de solidarité et leur sens du collectif.

Anthian déteste l'autorité. Qui mène dans la chorale? «D'abord Dieu, ensuite Soeur Nicole, la directrice de l'Accueil; ensuite, moi et eux. Mais je voudrais qu'ils finissent par décider de tout. La chorale c'est leur chemin vers l'autonomie totale.» Le miracle de ce collectif impossible, c'est que ça marche. Le cinéaste Magnus Isaacson tourne un documentaire sur eux depuis un an. Il les filme dans tous les lieux où ils chantent, les connaît un par un, mange avec eux à l'Accueil et va bientôt les accompagner à Paris en octobre lors de leur première sortie à l'extérieur du pays.

«Ça brasse souvent dans le groupe. Aux pratiques, avant et après les concerts. Je les vois s'engueuler, se battre pour rester ensemble. La Chorale c'est une vie de couple de 15 itinérants avec Pierre, le directeur. C'est déjà un miracle qu'ils en soient arrivés là.»

Où sont-ils arrivés au juste? Faut les voir et les entendre en concert pour le croire. Quand ils chantent, dansent et jouent — car chaque chanteur a développé son style sur scène — des chansons comme C'est beau la vie, Je ne suis qu'un homme, California dreaming, L'Important, c'est la rose ou Quand les hommes vivront d'amour, on comprend tout. Ils ont beau fausser un peu, chanter avec des voix d'outre-tonneau, se marcher sur

les pieds en dansant et regarder dans toutes les directions, là n'est pas l'essentiel. L'émotion passe en premier.

En grande vitesse. Leur sincérité doublée d'une énergie folle font le reste. Le délice se produit et on est à chaque fois emporté ailleurs, du côté de l'espoir, du côté de l'impossible. On vibre en se disant que le monde n'est pas tout à fait pourri. S'ils peuvent faire cela, je peux réussir n'importe quoi. Il s'agit de se botter le cul, de se dessoûler un peu et de croire en soi.

«Bientôt

ils seront tous membres de l'Union des artistes et ils vont être payés comme des professionnels quand ils vont chanter. Ils auront ainsi atteint leur autonomie financière. Alors là, on ira à Québec au bureau du Premier ministre pour lui remettre nos chèques de BS.»

— Pierre Anthian, le directeur



Photos: N



Le rêve du directeur Anthian et de ces itinérants chanteurs est en train de se réaliser. Lentement, mais sûrement.

«Bientôt ils seront tous membres de l'Union des artistes et ils vont être rémunérés comme des professionnels quand ils vont chanter. Ils auront ainsi atteint leur autonomie professionnelle. Alors on ira en délégation à Québec, au bureau du Premier ministre pour lui remettre nos chèques de 5000 \$ BS. C'est comme cela qu'on doit sortir les itinérants de la misère. Il existe d'autres projets d'autonomie comme le nôtre qui permettent à des itinérants de s'en sortir. Des exemples? Le journal L'Itinéraire, le

«On est payé 5 \$ du concert. C'est plus payant de quêter dans la rue. Il y a des limites à se faire exploiter. C'est sûr qu'on a signé un contrat pour faire partie du groupe. On a accepté les règles du jeu. Mais la chorale fait de l'argent et c'est l'Accueil qui ramasse tout. On voudrait en profiter davantage. C'est normal. C'est nous, la chorale.» — un membre du groupe

Resto Pop, les épiceries autogérées du quartier Villieray, où j'habite, et plein d'autres qu'il reste à inventer. Il n'y a pas de différence entre un itinérant d'ici ou un de France, où j'ai travaillé comme bénévole. Ils sont tous deux victimes du chômage, d'une peine d'amour trop lourde, de l'abus d'alcool et de sexe. Ils ont besoin qu'on leur redonne une raison de vivre. C'est tout. Il faut y croire.»

Un agenda fou

C'est le directeur Pierre Anthian qui tient l'agenda infernal des concerts, qui se multiplient à l'infini. Presque trois concerts par jour, sauf le jeudi où l'on répète. La catastrophe de l'Accueil n'a pas arrangé les choses. Au contraire, depuis l'explosion, ils sont plus en demande que jamais. J'en ai profité pour le sonder sur la poussée de fièvre généreuse provoquée par l'accident.

«Il y a des individus qui ont donné plus de 50 000 \$ pour la reconstruction de l'Accueil et qui ont tenu à conserver l'anonymat. Les gouvernements ont donné le même montant et on a vu leur porte-parole à la télé sans arrêt. Je trouve cela indécent. C'est la société qui engendre les exclus, c'est surtout la société - tous et chacun- qui devrait payer. Les politiciens n'ont pas à se faire du capital électoral sur le dos des démunis.»

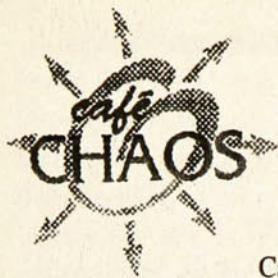
La chorale a un programme chargé pour les mois à venir. Elle fait actuellement la promotion de son second album, Hit Inhérent. «On prépare fébrilement le voyage à Paris pour octobre. Nous avons déjà nos billets d'avion, offerts par une compagnie. On cherche un endroit où loger et l'argent pour se nourrir là-bas. Mal pris, on dormira dans le métro où l'on prévoit chanter d'ailleurs.» Le groupe est en nomination au prochain gala de l'ADISQ, dans la catégorie «révélation de l'année», les médias le sollicitent toujours, il y a des projets de télé; le film sur la Chorale sortira au printemps, un livre-hommage à la chorale, Pour une chanson, de Daniel Bertrand vient de sortir aux Éditions Stanké, etc.

Personne ne peut prédire quand s'arrêtera cet agenda infernal.



mand Lalonde





C'EST LA FÊTE AU CHAOS!

RAMON VITESSE

Fin août, la coopérative du Café Chaos était en liesse. On y fêtait le troisième printemps du lieu, mais surtout les efforts mis en commun pour maintenir et faire croître une alternative de travail contre vents et marées.

Pierre Charette, un des membres fondateur de la coop, raconte: « Il y a eu deux ans de gestation, de mûrissement du projet jusqu'au démarrage en août 1995. Le Café Campus, notre grande soeur coopérative, nous a prodigué ses conseils

tout en nous offrant, à bon prix, nos premières tables. Malgré cela nous n'avons pu éviter une fermeture à l'automne 97, notamment à cause du manque de capitalisation initial et du contrôle tardif des dépenses... De tous côtés, on nous a soutenus. Le personnel qui n'était plus payé, a bouffé des pâtes maison pendant quelques semaines! »

La survie s'imposait. Martin Labrecque, directeur artistique, fait état du rôle de premier plan joué par le Chaos sur la scène socio-culturelle: « Dans la salle intimiste du café, les musiciens ont un tremplin réaliste, mais également une place à party. Aucune limite de style ou de genre: du techno hard core au métal,


sans oublier le punk.... Le groupe Caféine est né ici, nous avons abrité la boutique Kérosen et les Comic jam de BD underground, des partys étudiants; des organismes tel le RAJ y tiennent des événements (le 13 octobre on offrira ici une formation gratuite sur les droits de la personne), etc. Évidemment, il ne faut pas oublier notre cuisine internationale créative et nos murs sur lesquels s'accrochent nombre de premières expos... Et j'oublie plein de trucs encore! »

Pierre Charette insiste: « La qualité première du coopératif est sa capacité d'adaptation ». Disons aussi son pouvoir d'imagination collective!



**L'honorable
Lucienne Robillard**

C.P., Députée / P.C., M.P.
Westmount-Ville-Marie
2360, rue Notre-Dame Ouest,
Bureau 300
Montréal (Québec) H3J 1N4
Tél.: (514) 283-2013

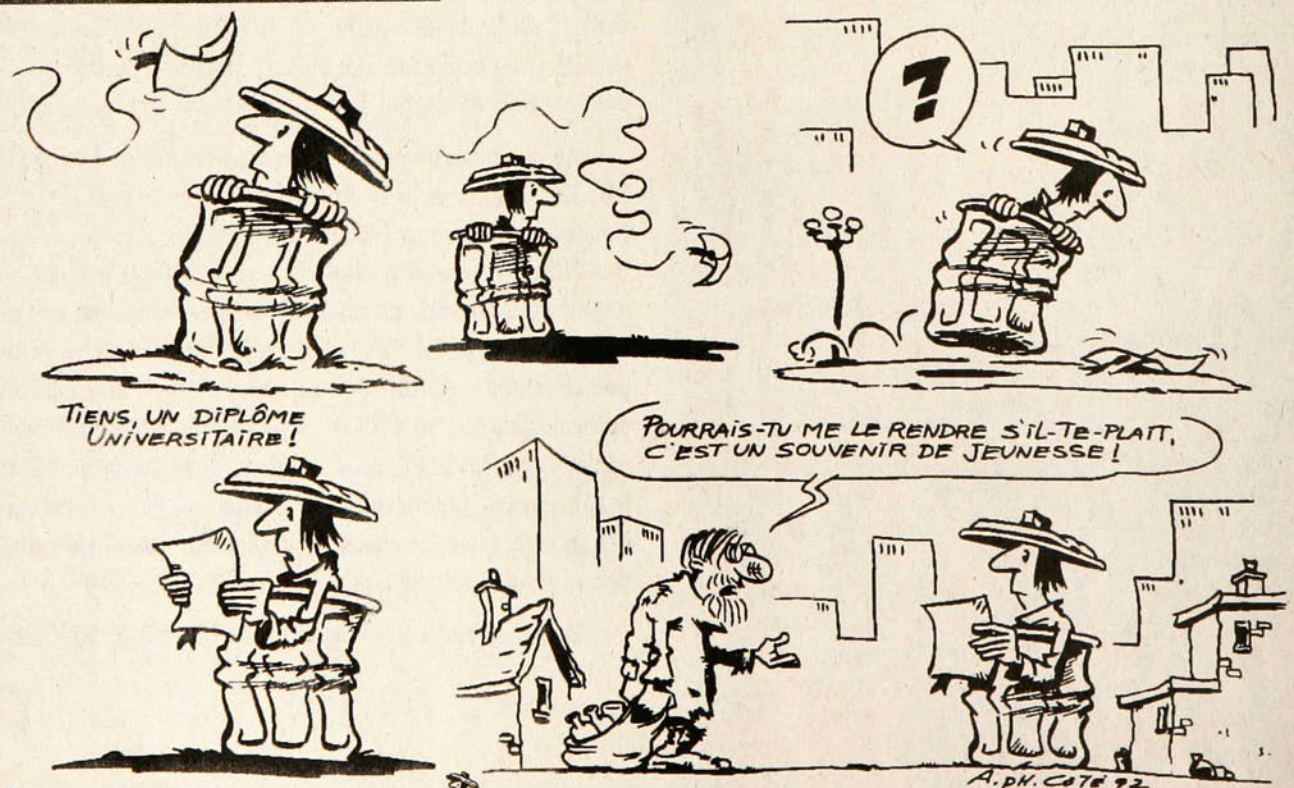



Réal Ménard, Député
Hochelaga-Maisonneuve

4036, rue Ontario Est
Montréal (Québec)
H1W 1T2
Tél.: (514) 283-2655
Fax: (514) 283-6485

Baptiste le clochard

d'André-Philippe Côté paru aux éditions Soulières



TIENS, UN DIPLÔME
UNIVERSITAIRE!

POURRAIS-TU ME LE RENDRE S'IL-TE-PLAÎT,
C'EST UN SOUVENIR DE JEUNESSE!

A.P.H. CÔTÉ 92



Au cégep NON À LA TAXE À L'ÉCHEC

Isabelle Rivest

«La ministre de l'Éducation ne fait pas son travail. Elle devrait défendre les intérêts des plus faibles contre ceux des plus puissants. C'est de l'irresponsabilité, de l'immoralité!», lance Philippe Leclerc, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Les étudiants sont en colère. La «taxe à l'échec» est la goutte qui fait déborder le vase. À la suite de quoi la FECQ lance une vaste campagne de *boycott des signatures* à travers le réseau. «Si la majorité des élèves y participe, nous aurons un bon pouvoir de négociation», assure Leclerc. Les cégeps seront-ils paralysés l'automne prochain?



Photo: Normand Blouin / Agence Stock Photo

aux cégepiens ayant échoué plus d'un cours par session. Au-delà de la limite permise, les élèves doivent payer une amende équivalant à deux dollars par crédit, c'est-à-dire de 60 \$ à 90 \$ par cours échoué!

«La taxe à l'échec est une épée de Damoclès sur la tête des étudiants», affirme Philippe Leclerc. Cette mesure visait à augmenter le taux de réussite scolaire dans les cégeps. «En fait, c'est le contraire qui se produit», déplore-t-il. Au cours de la dernière année, plus de 30 000 élèves ont goûté au nouveau remède pédagogique. Certains d'entre eux ont coulé cinq cours et plus par session... La facture moyenne s'élève à 212 \$. Pour certains, l'addition se chiffre à plus de 600 \$!

Un grand nombre de ces étudiants ne sont tout simplement pas retournés aux études. «Il faut obligatoirement acquitter cette taxe avant de pouvoir s'inscrire à la session suivante», explique le président de la FECQ. «Cette mesure pénalise surtout les étudiants qui travaillent à l'extérieur et ceux qui connaissent des difficultés personnelles. Une rupture amoureuse, ça peut jeter quelqu'un par terre! Et des victimes de violence conjugale, ça existe...»

Gratuite, l'éducation dans les cégeps?

Cette taxe à l'échec s'ajoute à une panoplie de frais déjà exigés des étudiants. En plus de «l'inscription» (40 \$) et de «l'admission» (30 \$) (une façon de faire payer deux fois la même chose!), on a aussi inventé les frais «afférents» (110 \$). Cette dernière horreur linguistique désigne la possibilité de porter tous les services imaginables au compte des étudiants.

Certaines administrations ne se gênent pas pour profiter d'une clientèle captive. Dans plusieurs cégeps, la location d'un casier coûte 30 \$!, l'abandon d'un cours, 20 \$, l'utilisation des laboratoires après les heures de cours, 25 \$; le paiement en retard des frais d'inscription, 16 \$, etc. «Les étudiants les appellent les frais "champignon" parce qu'ils poussent partout», explique Leclerc. Il ne croit pas si bien dire. Au cours des trois dernières années, les frais afférents ont augmenté de 35% dans l'ensemble du réseau.

Les cégepiens ont d'autres récriminations. Les récentes coupures de 700 millions \$ à l'éducation se répercutent sur la qualité des services. Obtenir un rendez-vous avec un professionnel: orienteur, psychologue, aide pédagogique individuelle (API) est devenu très difficile. «Dans certains cégeps, un petit 20 \$ peut aider à faire avancer son dossier...», affirme Leclerc. Et le réseau scolaire devrait encore subir des compressions de 56 millions \$.

De plus, la FECQ croit que le ministère de l'Éducation et la Fédération des cégeps discutent d'autres hausses de frais de scolarité. On pourrait par exemple exiger des «droits de tout autre nature» de 110 \$. Les «frais fixes» représenteraient alors la jolie somme de 290 \$ par session! Le ministère songerait, en plus, à

Étudier ou manger?

Les étudiants ont faim. Au cégep, environ 30% des jeunes n'habitent plus chez leurs parents. «Le quart des étudiants vivent dans la pauvreté et la misère», révèle une étude réalisée par le département de recherche du cégep de Rosemont et la Fédération des cégeps. «Le problème a pris une telle ampleur que plusieurs associations étudiantes préparent des paniers de provisions à Pâques et à Noël pour leurs membres», affirme Benoît Marsan, responsable des communications pour le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE).

Pour les aider financièrement, le gouvernement et les parents se renvoient la balle. «Les parents doivent contribuer à l'éducation de leurs enfants, même si ces derniers n'habitent plus sous le toit familial», estime le gouvernement. Les parents, de leur côté, agissent souvent comme si le rêve de l'éducation gratuite, si chère aux baby-boomers, avait été réalisé.

Placés devant des choix impossibles, les étudiants entendent parfois les propos désobligeants de certains fonctionnaires. «Tu peux toujours poursuivre tes parents en justice. Nous pouvons t'aider à trouver un avocat», a-t-on lancé à un étudiant. Ce n'est pas un cas isolé. «Tu peux te marier ou tomber enceinte», aurait suggéré un autre «serveur public» à une étudiante.

La taxe à l'échec

Une solution: le travail. En été, les étudiants peuvent gagner autour de deux milliers de dollars. Mais ce n'est pas assez pour subsister. Aussi, la moitié des cégepiens ont un emploi durant l'année scolaire. De ce nombre, 45% travaillent entre 15 et 25 heures par semaine, alors que 14% travaillent plus de 25 heures! Cependant plus le nombre d'heures de travail augmente, plus la réussite scolaire risque d'être compromise... Les abandons de cours et les échecs se multiplient.

En 1996, le gouvernement a créé une «taxe» qu'il impose



somme de 290 \$ par session! Le ministère songerait, en plus, à dé plafonner les frais afférents...

Boycott

Comme moyen de pression, la FECQ appelle ses membres à un boycott massif des « signatures ». Le ministère de l'Éducation établit le budget des cégeps au prorata des élèves inscrits dans chaque établissement. Après la période d'abandon des cours, les cégepiens doivent s'enregistrer auprès de leur institution scolaire. « Les administrations des cégeps recueillent les signatures des étudiants au cours des deux dernières semaines du mois de septembre. Nous recommandons à tous nos membres de s'abstenir », affirme Leclerc.

Selon les avis juridiques obtenus par la FECQ, les étudiants ne risquent aucune poursuite, leur geste étant tout à fait légal. « C'est un moyen pro-actif qui permettra aux étudiants de la base de prendre leur place. Dans les grandes revendications nationales, les associations locales ont souvent l'impression de perdre le contrôle sur les négociations. »

La FECQ ne doute pas de la participation de ses membres. L'hiver dernier, un forum collégial a culminé en une manifestation de 8000 personnes devant l'Assemblée nationale. « Nous voulons aussi l'appui des professeurs et du personnel de soutien. Eux-aussi subissent aussi les effets des coupures. Leur charge de travail a parfois triplé et quadruplé. »

« Nous demandons que plus de professeurs réguliers soient embauchés. Les chargés de cours, dont les services sont retenus à contrat, ne peuvent pas assurer un soutien pédagogique adéquat », affirme-t-on, tant à la FECQ qu'au MDE. Les grandes centrales syndicales, la CSN, la CEQ, la FTQ, les appuient.



La vie étudiante À QUI PROFITE LA DETTE?

ISABELLE RIVEST

« On peut faire faillite pour des dettes au casino, mais pas pour des dettes d'études! », déplore Nicolas Ducharme, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Il est formel: la Loi C-36 est discriminatoire. Elle contrevient donc à la Charte canadienne des droits et libertés de la personne. La FEUQ et la FECQ sont déterminées à aller jusqu'au bout pour faire entendre leur point de vue. « Nous poursuivrons le gouvernement fédéral en Cour suprême s'il le faut! », affirme Ducharme.

S'endetter (et faire faillite)

Benoît Marsan vient de s'inscrire en histoire, à l'UQAM. Il aimerait un jour enseigner ou faire de la recherche dans son domaine. Mais il ne se fait pas d'illusion sur ses perspectives d'emploi. « C'est aussi une formation personnelle ». Cette acquisition de connaissances pourrait

toutefois lui coûter cher. À l'Université, les frais de scolarité ont augmenté de 250% au cours des huit dernières années!

Sans emploi régulier, les jeunes diplômés croulent souvent sous les dettes. Les bacheliers quittent l'université endettés en moyenne de 12 000 \$. Ils doivent rembourser souvent de deux à trois fois le montant initial emprunté à taux d'intérêts très élevés.

Le nombre d'étudiants ayant fait faillite a augmenté de 577% depuis 1990. Mais la Loi C-36 leur interdit désormais ce recours. Ils devront donc traîner leur fardeau pendant dix ans, avant de pouvoir s'en débarrasser... À quand la prison et les travaux communautaires?

La dette globale des étudiants s'élève à 2,5 milliards de dollars. Ironiquement, la situation profite surtout aux grandes institutions financières, qui réalisent ensemble des milliards de profits...



Photo: Jean F. Leblanc / Agence Stock Photo

ITINÉRAIRE

ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

André Boulerice
Député de Sainte-Marie-Saint-Jacques
Leader adjoint du gouvernement

1951, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2K 2C9
Téléphone: (514) 525-2501
Télécopieur: (514) 525-5637
Courriel: anap@total.net

**Dans la rue,
avec le monde**

CSN

Confédération des syndicats nationaux



Le MDE

POUR UNE ÉCOLE AUTOGÉRÉE

(I.R.) Seul, dans les bureaux vides du MDE, Benoît Marsan, responsable des communications, ne se décourage pas. Le membership du MDE était de 20 000 personnes au plus fort du mouvement de contestation contre la hausse des frais de scolarité, en 1996. Les pressions des étudiants avaient alors contraint le gouvernement à respecter un de ses engagements électoraux: le gel des frais de scolarité, jusqu'à la fin de son mandat.

Aujourd'hui, le MDE n'a plus que 16 000 membres... «La grève générale dans les cégeps nous a essouffé. Aujourd'hui, il faut tout rebâtir. Nous sommes un mouvement marginal. Mais nous voulons nous faire reconnaître comme association nationale qui est là pour rester.»

Le MDE a été fondé en 1994, à l'époque de la controversée réforme Axworthy qui prévoyait des coupures substantielles dans l'éducation. Ce mouvement étudiant se distingue des autres associations par son militantisme. Le MDE existe parallèlement à la FECQ et la FEUQ, des associations que leurs membres considèrent «lobbyistes» et «corporatistes». «Nous avons toutefois des enjeux communs, comme l'abolition des frais de scolarité», souligne Marsan.

Le MDE veut améliorer l'éducation par la pratique du syndicalisme étudiant, dans la tradition française de mai 1968. «Ça commence par la négociation du plan de cours, en passant par l'organisation d'un café ou d'une librairie et l'utilisation des recours légaux pour défendre les étudiants, jusqu'à la gestion complète d'une institution scolaire», explique Marsan. Il rêve, en quelque sorte, d'un système d'éducation autogéré, où les étudiants seraient partie prenante de l'organisation de leurs études.



SE MARIER POUR LES PRÊTS ET BOURSES?

(I.R.) Il existe une solution aussi vieille que les cégeps pour régler ses problèmes financiers: se marier! Stéphane (nom fictif), étudiant en cinéma au cégep de St-Laurent, n'avait pas droit à une bourse, en vertu du calcul de la «contribution parentale». Pour obtenir leur statut d'autonomie, lui et sa copine ont décidé de faire le grand saut, «Sans croire aux liens sacrés du mariage».

Il est satisfait de son choix. «J'ai droit au maximum de prêts et de bourses. Ça me permet de survivre.» Y a-t-il des inconvénients? «Il faut bien choisir son partenaire. En théorie, on doit habiter ensemble (même si, en pratique, on peut toujours s'arranger). Certains jeunes s'engagent dans une relation de couple, alors que d'autres arrivent à une entente strictement financière. Quand tout se met à mal fonctionner dans le «ménage», ça devient moins drôle... Une fois divorcés, les étudiants conservent toutefois leur statut d'autonomie!»

La pratique du mariage pour obtenir les prêts et bourses n'est pas nouvelle. À la fin des années 70, la défunte Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANEEQ) avait produit un dépliant qui expliquait les étapes vers un mariage arrangé et les obligations liées à cet engagement.

Le mariage n'est pas une voie à conseiller, prévient-on à la FECQ. «Les étudiants reçoivent un prêt plus important. Sur le coup, ça les dépanne. Mais la spirale de l'endettement est dangereuse. On risque ainsi d'hypothéquer son avenir.»

Le mariage comporte aussi des obligations légales que les étudiants ne connaissent pas toujours. Pour certains, ce sera une bombe à retardement. Des étudiants «mariés» pourraient avoir une bien mauvaise surprise en faisant une demande d'aide financière. Qu'arrive-t-il si l'un des «conjoints» a un bon revenu, alors que l'autre est toujours aux études ou à l'aide sociale? Les procédures de divorce sont coûteuses, surtout quand la «bourse» est vide...

Pour le MDE, la solution est claire: le gouvernement doit abolir la contribution parentale. «L'autre possibilité est d'abandonner ses études et d'aller sur le marché du travail pendant deux ans», souligne Marsan. Sans diplôme, cela veut dire les McJobs; p'tit salaire et exploitation garanties!



Eglise Unie Saint-Jean

(514) 866-0641

Une église protestante de langue française au coeur de la cité

Solidaire avec tous ceux que touche L'Itinéraire

Culte: tous les dimanches à 10 h 30

110, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec H2X 1K7

Denis Fortin,
pasteur



PROJET Geipsi

En 1992, est né au CLSC Centre-Ville le projet «Plaisir» (Voir l'Itinéraire, février 95). Ce projet avait pour but d'offrir des activités chaque mardi après-midi aux personnes atteintes du VIH afin de se changer les idées, de briser leur solitude et leur permettre de mieux s'alimenter au lieu de se morfondre dans la monotonie de leur chambre ou de traîner dans les rues poussiéreuses de la ville. En 95, de gros changements sont survenus. Premièrement, Santé Canada a attribué une subvention à l'organisme mais l'a obligé à changer le nom du projet, car «Plaisir» sonnait mal à leurs prudes oreilles, ainsi qu'à celles des contribuables. On changea donc le nom du projet pour celui de «Geipsi», soit «Groupe d'entraide à l'intention des personnes séropositives et itinérantes». Cette année-là, Mme Lizette Parizeau a mis sur pied le «Secrétariat à l'Action autonome», organisme versant 5% des profits engendrés par les casinos, aux organismes communautaires.

Survie menacée

Actuellement, faute de subventions, le groupe est menacé de disparition. Depuis mars 98, madame Lise Noël, présidente du Conseil d'administration de la Société d'orientation Saint-François-d'Assise, (mieux connue pour son volet Hébergement-Jeunesse le Tournant) a décidé de s'impliquer pour trouver des fonds afin de poursuivre les activités. Le projet survit présentement grâce au bénévolat. De plus, il est soutenu par l'Hôpital Saint-Luc, qui fournit gracieusement un intervenant, monsieur Denis Caron et le C.L.S.C. des

Faubourgs, qui prête une infirmière, madame Louise Quenneville, ainsi qu'un organisateur communautaire, monsieur Pierre Langlois. La seule personne salariée, madame Marie Prévost, qui avait organisé le Colloque International sur le Sida, nous a quittés dernièrement pour accepter un emploi à temps plein à CPA-VIH. À «Geipsi» on ne pouvait que lui garantir 20 heures par semaine. Malgré ses intentions plus que louables d'améliorer notre sort, elle n'avait d'autre choix que d'améliorer le sien.

En voie d'extinction

Geipsi a toujours pas reçu de subventions pour l'année en cours. Pourquoi? Parce que le Secrétariat à l'action autonome et la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux exigeaient qu'il s'incorpore, ce qui est maintenant chose faite. Geipsi a obtenu sa charte le 27 mai dernier et la demande de subvention est à l'étude. Il ne reste plus qu'à se croiser les doigts en espérant que la réponse soit favorable. Le groupe aimerait bien être indépendant, devenir un centre de jour avec un local permanent et développer des activités mieux structurées. Je sais fort bien que sa situation est moins dramatique et alarmante que celle de l'Accueil Bonneau, mais je crois que l'entreprise privée pourrait s'impliquer et donner un petit coup de main en attendant et même après. Qui donc sauvera ce noble projet et permettra à Geipsi de continuer sur sa lancée?

De votre envoyé "Spatial K",
Alcatraz, alias Alain Coulombe



Remerciements

Robert Perreault, Ministre d'État à la Métropole;
Ministère de la culture et des communications
Le Collectif de recherche sur l'itinérance
AGESHALCQ
Les résidences de l'UQAM
Université du Québec à Montréal
Ville de Montréal
CSN
La Chorale de l'Accueil Bonneau
STCUM
L'Autre Montréal
Le Pub St-Élisabeth
Resto Plateau
Centre St-Pierre
Service de sécurité de l'UQAM

Benoît Breton
Hélène Veyre
Jocelyne Sénécal
Diane Bertrand
Richard Martineau
Nathalie Labonté
Jean-Paul Baril
Christine Lewis
Patrick Lavallée
Serge Larault
Sylvie Boos
Nathalie Légaré
Rebecca Stacey
Sébastien Langlais
Cylvie Gingras
Marcel Cajelais

Marie-Suzanne Brossiot
Josée Bernard
Louise Hétu
Martine Hébert
Christian Bergevin
Guillaume Forget
François St-Louis
Jean-François Durivage
Alexandre Cigna
Mario Lanthier
Dominic Frappier
Michel Desjardins
Josette Bouchard
Denise English
Bryan Dionne
Marie-France Dionne
Nicole Tétreault

Aux organisateurs

Éric Cimon
Isabelle Laliberté
Alain Demers



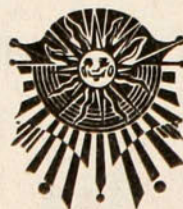
Me Bertrane Royer
AVOCATE

spécialisée en droit carcéral
(libérations conditionnelles)

3736, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
H2L 4A2

Téléphone : (514) 842-3323
Télécopieur : (514) 284-2818

CIRQUE DU SOLEIL



8400, 2^e Avenue, Montréal (Québec) Canada H1Z 1M6



Conférence nord-américaine des journaux de rue à Montréal

QUAND LES MOTS RÉSONNENT

ÉRIC CIMON

C'est armés de toute leur détermination que 65 délégués représentant une quarantaine de journaux de rue se sont rencontrés pour mettre en commun leurs efforts dans la lutte contre la pauvreté sur tout le continent. L'Itinéraire recevait, du 6 au 9 août dernier, la 3^e Conférence nord-américaine des journaux de rue. Démontrant bien la vigueur du mouvement des journaux de rue, plus d'une douzaine de publications présentes à la Conférence sont sur le point de voir le jour dans l'année qui vient.



Richard Martineau

Photo: Ivanoh Demers

L'un des objectifs de la conférence était de donner aux participants de la formation afin qu'ils puissent retourner dans leur communauté munis des outils nécessaires à l'amélioration de leur publication. Huit ateliers se sont déroulés sur des thèmes qui touchaient autant les nouvelles publications que celles qui sont publiées de longue date. Relations publique, services aux camelots, création d'un nouveau journal, utilisation d'Internet, photographie, financement, écriture et insertion des camelots dans leur organisation... Voilà quelques-uns des ateliers présentés par les journaux, qui ont excellé dans chacun de ces domaines. L'Association nord-américaine des journaux de rue (NASNA) est maintenant bien établie et fonctionnelle. Des projets concrets ont été retenus et des objectifs clairs ont été fixés par les délégués. Entre autres, la création tant souhaitée d'un service de nouvelles sur la pauvreté accessible à tous sur Internet. Un réseau d'aide aux nouveaux journaux de rue sera bientôt mis sur pied et une trousse d'information indiquera les démarches à suivre pour démarrer un journal de rue.

Les membres de la NASNA voient de plus en plus la nécessité de travailler ensemble et vont s'assurer, avec l'aide de l'exécutif, d'un meilleur système de com-

munication interne. Enfin, très bientôt, l'association deviendra véritablement nord-américaine dès que le Mexique se joindra à la NASNA.

Richard Martineau, rédacteur en chef du journal Voir, est l'orateur invité de la conférence. Avec son aplomb et son humour habituels, il a tracé un portrait de la société québécoise et ses différents enjeux. Les délégués américains, spécialement ceux de la côte ouest, ont été très surpris des nombreuses différences entre notre système politique et social et le leur. Ils ont été à même de constater ces différences lors d'une tournée en autobus, organisée par l'Autre Montréal qui a adapté son trajet pour l'occasion.

Un des grands débats de la conférence devait être la demande du Big Issue de Los Angeles à devenir membre de la NASNA. À la surprise générale, le débat n'a pas eu lieu. John Bird, l'édi-

teur du Big Issue, a retiré sa demande pour un an, afin de laisser à la NASNA le temps d'apprécier les bonnes intentions de cette publication commerciale qui désire s'implanter aux États-Unis. D'ailleurs, un comité a été formé pour observer les relations entre le Big Issue et le Making Change, tous deux de Los Angeles. Il faut rappeler que le Big Issue s'est implanté là où un membre de la NASNA publiait déjà un journal de rue, ce qui est contraire à la Charte internationale des journaux de rue, signée également par le Big Issue.

Le Québec était représenté à la conférence par deux publications membres: L'Itinéraire et La Quête de Québec. Bientôt, un troisième journal se joindra au mouvement: L'Espoir de Sherbrooke, sur le point de paraître. Il ne lui reste qu'à convaincre les fonctionnaires du Fonds de lutte à la pauvreté de la nécessité d'un journal de rue à Sherbrooke.



Solidarité Making Change

Suite à une année houleuse passée à combattre pour sa survie dans un système réfractaire aux démunis et à lutter contre l'implantation d'un concurrent commercial dans la même ville, Le Groupe communautaire L'Itinéraire demande à ses lecteurs de soutenir financièrement le journal Making Change par solidarité.

Vous pouvez envoyer vos dons à l'ordre de :
L.A.C.E.H.H (L.A. Coalition to End Hunger and homelessness) et l'adresser à: **Making Change**
P.O. Box 3622
Santa Monica, USA
CA 90408

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Tél.: _____

Montant: _____ \$



GUERRE DE TERRITOIRES

Cylvie GINGRAS

Jennafer Waggoner est une femme entière et passionnée par la cause des sans-abri. Elle est rédactrice en chef du Making Change de Santa Monica, à Los Angeles. Tim Harris, président de la North American Street Newspapers Association (NASNA), lui a remis le prix pour le journal de rue qui a le plus progressé. Un baume sur une année plutôt difficile, car la venue de John Bird et du Big Issue en sol californien a mis cette passionaria sur un pied de guerre: une guerre territoriale.



Photo: Ivanoh Demers

Jennafer Waggoner craint pour son journal. L'implantation du Big Issue à Santa Monica amène une équipe de professionnels qui dispose de gros moyens techniques et financiers. Et selon elle, l'entente qu'elle avait conclue avec John Bird n'avait pas été respectée. Sa confiance a été trahie.

«Le Big Issue n'a aucun plan d'expansion dans d'autres villes. Vous pouvez être certains que d'autres personnes utiliseront le même concept pour démarrer leur propre journal de rue et éventuellement, notre mouvement aura à

composer avec tous les problèmes que cela encourra. Peut-on dire de quelle façon on composera avec tout ça?», s'interroge-t-elle.

«Les effets découlant de la présence de Big Issue à Los Angeles peuvent être très néfastes. Par exemple, nos vendeurs devront probablement se procurer un permis. M. John Bird croit la ville de Santa Monica assez grande pour deux journaux de rue. Or, il n'y a que 88 000 habitants. Bird croit que la présence de son journal de rue ne changera rien!», s'exclame-t-elle.

Mme Waggoner demande à M. Bird de respecter ce qu'elle a accompli. «Les journaux de rue ont pris racine dans l'itinérance et nous voudrions qu'on leur donne la chance de grandir. Pour ça, ils ont besoin d'un coup de main de la part

des gros journaux, un appui technique et une aide financière. L'argent nous aiderait à faire un journal de meilleure qualité», s'exclame-t-elle, ses yeux lançant des éclairs.

Lors de la 3^e Conférence, John Bird a affirmé ne pas vouloir faire partir de la NASNA. «Est-ce que de cette façon, il pourrait faire ce qu'il veut?», ai-je demandé à Mme Waggoner. «John Bird a participé à la création de la Charte du INSP (Réseau international des journaux de rue) et comme beaucoup de journaux européens, il l'a signée. Elle contient sept articles et le 7^e est le suivant: «Ne pas concurrencer un autre membre de la Charte dans sa zone de diffusion.» Et regardez ce que fait Bird. Nous demandons au Big Issue un délai d'un an et, lors de la prochaine Conférence, nous en reparlerons.

Jennafer Waggoner avoue avoir peur parce que, si une fois, son mensuel ne paraissait pas, faute de moyens, John Bird en profiterait pour sortir un numéro du Big Issue. «Ensuite, il dirait: «Je n'ai rien fait, moi!» Justement, il n'aurait rien fait pour nous aider!», soutient véhémentement Jennafer.

«Notre réaction face à l'implantation du journal de John Bird est importante pour tous les journaux de rue. Si elle donne des résultats, elle servira de modèle. Si nous échouons, cela créera un schisme à l'intérieur de notre mouvement; cela créera de l'hostilité et la détérioration des relations entre nous au moment où nous avons désespérément besoin de solidarité. Avec l'arrivée du Big Issue à Los Angeles, nous sommes en droit de nous demander si nos itinérants ne sont pas un outil de marketing pour John Bird», s'inquiète-t-elle.



UN SPRINT VERS L'AN 2000

CYLVIE GINGRAS

Tim Harris est un homme charmant, fin, intelligent, bon diable, à la parole et au geste cool. Depuis trois ans, il est président de l'Association nord-américaine des journaux de rue. Il a fait un exposé sur sa vision de l'avenir des journaux de rue nord-américains.

D'emblée, Tim Harris a répété le voue qu'il avait exprimé lors de la première Conférence nord-américaine des journaux de rue: «D'ici l'an 2000, toutes les villes auront leur journal de rue. Et comme tout le monde, je savais que c'était de la frime, mais j'espérais quand même qu'on s'approcherait de ce but.»

Étonnée, je lui ai rétorqué qu'on avait progressé. À la rédaction, je reçois de plus en plus de nouveaux journaux de rue. «Comparativement à la situation d'il y a trois ans, il y a quelques journaux de rue de plus, mais nous n'avons pas encore créé les conditions pour en doubler ou même en tripler le nombre. Je voulais une croissance rapide et continue; nous avons plutôt avancé de deux pas et reculé d'un. Je veux que la NASNA arrive à l'an 2000 en piquant un sprint! Actuellement, nous marchons au pas», a-t-il expliqué.

«Notre contexte politique exige de nous bien plus que ça. Nous avons une économie à deux voies. Dans l'une, toutes les conditions nécessaires à la réussite sont réunies. Dans l'autre, on retrouve des personnes qui, parce qu'elles ne possèdent pas les mêmes outils, sont mises de côté et disparaissent: c'est exactement ce qui arrive aux pauvres qu'on a ignorés», poursuit-il.

Selon lui, toutes les études démontrent que la pauvreté à l'intérieur des quartiers défavorisés est encore plus dévastatrice que le montrait le rapport Kerner sur la pauvreté, commandé par le Président Lyndon B. Johnson dans les années 60. À la suite du rapport, le gou-

vernement a délié les cordons de sa bourse: la pauvreté a diminué, les années 70 sont arrivées, mais depuis, les conditions de vie n'ont pas cessé de se détériorer.

«Les subventions fédérales au logement sont dans un profond marasme; le développement urbain d'habitation a été démantelé. Les États-Unis sont devenus une prison d'État: per capita, il y a plus de gens en prison que dans n'importe quel autre pays. Je ne vous apprendrai rien, mais je le dis quand même: nous perdons du terrain», constate amèrement Tim Harris.

Aux États-Unis, tous les gouverneurs se vantent du nombre grandissant d'assistés sociaux que la "déforme" a débarqué des allocations, mais sont incapables de dire où sont allés ces gens. Les membres de la NASNA, eux, le savent. Leurs centres d'hébergement qui déjà n'étaient pas assez nombreux pour accueillir tous les sans-abri sont obligés, plus que jamais, de refuser de plus en plus d'itinérants. À Seattle, il y a 2 300 lits pour plus de 5 000 sans-abri, même si la ville est considérée comme progressiste, une ville qui prend soin de ses citoyens.

«Je le répète: nous perdons du terrain»

M. Harris soutient que nous vivons des temps d'épouvante et que nous perdons du terrain. Il est très satisfait des journaux de rue, membres de la NASNA. «Ils vont très bien, ils font un sacré bon boulot! Entre autres, le journal L'Itinéraire. C'est bien dommage que je ne puisse pas lire le français, mais cela



Photo: Ivanoh Demers

ne m'empêche pas d'admirer sa présentation. L'Itinéraire est sans contredit le plus beau journal de rue d'Amérique du Nord, affirme Tim, admiratif.

«Sur le débat entre Jennafer Waggoner et John Bird, je me pose une seule question. Est-ce que le Big Issue aide les sans-abri ou s'il leur est nuisible?» M. Harris me donne un exemple illustrant bien sa pensée. «C'est comme si nous vivions dans une maison et que celle-ci était en train de brûler. Nous sommes entourés de victimes carbonisées et on se chicane pour savoir qui tiendra le boyau d'arrosage! Nous oublions ceux dont la survie dépend de nos actions. Nous avons perdu l'important de vue.» Tim Harris est un être optimiste. Il rêve encore d'un avenir rapproché où chaque ville aura son journal de rue.



JOHN BIRD, L'HOMME QUI PLANTAIT DES RÊVES

Cylvie GINGRAS

John Bird, fondateur du deuxième journal de rue au monde, The Big Issue, est un paradoxe vivant. Il possède autant de charme que d'arrogance; autant d'altruisme que d'égoïsme; il est aussi autoritaire que sirupeux, surtout lorsqu'il s'agit de femmes. Il dénonce le capitalisme, qui pourtant sert ses intérêts. Bref, John Bird est un personnage coloré comme il ne s'en fait plus. Est-il le business man déloyal que les petits journaux de rue américains craignent et critiquent de peur d'être bouffés tout rond? Est-il le génie qui travaille et fait travailler des sans-abri? Qui est l'homme derrière cette méga industrie?

En janvier 1991, John Bird a une vision: créer un journal de rue et des emplois pour les sans-abri. En septembre 1991, le Big Issue est né. Actuellement, il a pignon sur rue à Londres, en Australie, en Afrique du Sud, en Écosse, en Irlande et à Los Angeles. À chaque semaine, se vendent plus de 800 000 exemplaires du Big Issue. Les Américains ont donné au Big Issue le sobriquet de «franchises McDonald».

Les racines de John Bird

«Je suis né le 30 janvier 1946 à Londres, dans le quartier Paddington. Mon père travaillait à la construction d'édifices et ma mère restait à la maison. Tous deux sont décédés. J'ai six frères âgés entre 40 et 57 ans. Je n'ai pas de sœur... Cela explique peut-être pourquoi j'aime tant les femmes!», s'esclaffe-t-il.

En blaguant, je lui ai demandé s'il y avait du sang royal qui coulait dans ses veines. «Eh! non!» «Je sors de la classe ouvrière irlandaise. Je suis divorcé. J'ai trois enfants: une fille de 31 ans, un fils de 22 ans et une autre fille de 20 ans. Présentement, je vis à Los Angeles avec une Française. La vie est belle, quoi!»

Un drop out... futur maire?

Avec une certaine fierté dans le regard, il fait état de sa condition de décrocheur scolaire. «Je ne possède aucun diplôme, si ce n'est celui de drop out, à 15 ans! Avant de fonder le Big Issue, je travaillais dans une imprimerie, tout en étant un activiste social. Déjà, à cette époque, j'étais concerné par le sort des sans-abri. J'étais aussi un militant politique trotskiste. J'ai mis ma délinquance au service des bonnes causes!»

M. Bird raconte qu'il ne s'est pas calmé pour autant: il veut



Photo: N.L.

se présenter comme candidat à la mairie de Londres. Il a acheté un immeuble au coût de 3 millions \$ et il l'a revendu 8 millions \$. «Imaginez le coût des taxes! Mais je n'ai pas l'intention de laisser faire la Ville! Elle ne gardera pas tout pour elle: je vais lui demander de réinvestir l'argent que j'aurai payé en taxes dans l'aide aux sans-abri... On verra bien!»

Un rêve, une vision

On peut dire que John Bird possède une détermination hors du commun et qu'il ne manque surtout pas de détermination. «J'ai eu une idée, je dirais même plus, j'ai eu une vision en janvier 1991: fonder un journal de rue pour donner du travail aux sans-abri. Quand j'ai annoncé mon projet à ma famille, ils m'ont demandé si j'avais l'argent nécessaire. Je ne l'avais pas. La compagnie Body Shop m'a donné £30 000 (20 000 \$ can.) et, en septembre 1991, le premier numéro de Big Issue est sorti.» Jamais il ne s'était jamais imaginé que son journal aurait pris une telle ampleur, encore moins qu'il deviendrait mondialement connu.

Je me suis aventurée à lui demander s'il avait des scribes qui écrivaient pour lui ou si c'est réellement lui qui écrit sa chronique quotidienne dans le Big Issue londonien. «J'écris moi-même ma chronique et j'écris aussi dans toutes sortes de publications, entre autres, dans le journal français Le Monde et le journal allemand Die Stern.»

Les

paradoxes de Bird n'ont pas de limites. Il dénonce le capitalisme en soutenant que «c'est LA cause de l'itinérance», mais d'autre part, il l'utilise pour ses propres intérêts.

L'homme qui rêve encore

«Je rêve encore, mais je rêve en travaillant. Je ne m'arrête jamais. J'ai plein de projets d'avenir pour le Big Issue. Entre autres, créer d'autres entreprises pour donner des emplois aux sans-abri dans les secteurs journalistique, bancaire, dans la distribution et la collecte de déchets recyclables. Présentement, juste pour moi, juste pour me faire plaisir, je suis en train d'écrire un roman autobiographique dont le titre vient du surnom que me donnent mes amis: I, Bonaparte. J'en ai écrit la moitié», renchérit l'homme qui plantait des rêves.

En 1992, John Bird a semé une graine de rêve à Montréal. Il était venu rencontrer et conseiller le groupe de L'Itinéraire qui voulait fonder un journal de rue. «Aujourd'hui, je regarde où en est rendu L'Itinéraire et je suis agréablement surpris! Vous avez fait un travail formidable!»





Échos de la CONFÉRENCE NORD-AMÉRICAINE PAR Cylvie GINGRAS

Dur, dur de lire le plan de Montréal!

Evelyn Thompson et Sharon Thorpe sont parties de Pittsburgh pour assister à la 3e Conférence nord-américaine des journaux de rue. «En 10 heures de route, nous avons parcouru 4 200 kilomètres de beaux paysages sous une température clémente pour venir vous présenter, entre autres, nos journaux de rue: le Street Wise de Chicago et le Street Beat, un journal littéraire et le Street Voice, la voix des sans-abri», raconte Sharon.



Evelyn Thompson

«Arrivées à Montréal, nous consultons le plan de la ville. Nous n'avons aucune idée, mais alors là, aucune idée quant à la position des points cardinaux! Nous ne comprenons rien au plan, et parlez-nous de la signalisation: #%?!#! Deix heures et demie durant, nous tournons en rond. Nous nous retrouvons inévitablement dans une rue à sens unique... en sens inverse. On s'est fait faire des "fingers" accompagnés de tonitruants "fuck'n assholes".» «Welcome to Montreal!», que je leur répond. God! Jamais elles n'avaient eu aussi hâte d'arriver dans une ville étrangère!

«Enfin, on arrive rue Ontario! Thank Lord! Praise the Lord!», s'exclament-elles en riant. Elles ne sont pas au bout de leurs peines: elles cherchent le 1907 Ontario au lieu du 1907 Amherst! «Nous nous serions crues en plein Calcutta! Les automobilistes écrasent presque les piétons sous nos yeux!»

Une autre déléguée, Linda Jordan est native de Hartford, Connecticut. Elle vient présenter son journal de rue le Center Talk de New Haven. Elle arrive à l'aéroport de Dorval.



«J'étais incapable de lire votre plan de la ville!», affirme-t-elle d'un air désespéré. «Je vais me renseigner à un chauffeur de taxi, mais je n'arrive même pas à lui montrer du doigt l'endroit sur le plan! Heureusement, le chauffeur de taxi possède un téléphone cellulaire. Je téléphone à L'itinéraire, mais je comprends de moins en moins! C'est le chauffeur qui a noté les instructions!», raconte-t-elle. Je lui réponds que si mon papa avait été là, ses 35 ans d'expérience comme chauffeur de taxi l'auraient menée à L'itinéraire dans le temps d'un télétransport de Star Trek! Elle arrive finalement à bon port une facture de 35 \$ à la main!

Remises de leurs émotions, Sharon Thorpe, Evelyn Thompson et Linda Jordan vont faire un tour sur la Main. Elles rencontrent un jeune mendiant à qui Linda donne 25 cents. Evelyn lui donne 3 \$. Il la scrute et soudain, il s'écrie: «Je te connais! Je t'ai vue à la télé!» Elle a beau lui dire qu'il se trompe, il croit mordicus qu'elle est une star américaine! Il lui dit: «Je t'aime! Je t'aime!» Deux jours plus tard, Evelyn, Sharon et Linda en riaient encore!

«Nous adorons votre ville! La nourriture est bonne et c'est propre! Mais les gens d'ici sont d'un sérieux... complètement absorbés dans leurs pensées, comme déconnectés... Ils ne sourient pas et c'est encore plus frappant chez les adolescents. Nous avons senti que les Montréalais étaient malheureux; pas vous autres, mais ceux que nous avons croisés en différents endroits», concluent-elles.

UN CONCOURS QUI RAPPORTE AU VENDEUR DU STREETVIBES

Donald Whitehead écrivait quatre pages pour le journal de rue américain de Cleveland, le Grapevine. La Coalition pour les sans-abri de Cleveland a mis sur pied un projet d'une durée de deux ans, et en février 1997, Whitehead a ainsi fondé un deuxième journal de rue à Cleveland, le StreetVibes. Le journal tire à 5 000 exemplaires par mois. Au Grapevine, en 1996, il a organisé un concours du meilleur vendeur et il a poursuivi cette tradition au StreetVibes. L'an dernier, le vendeur Dallas Cash a réalisé 700 ventes au cours du même mois. Il a gagné son billet aller-retour pour assister à la 2^e Conférence nord-américaine des journaux de rue, à Chicago et cette année, avec des ventes de 470 journaux en 10 jours, il a réitéré l'exploit: il a gagné son billet aller-retour pour Montréal. «Même si l'an prochain je ne gagnais pas le concours, j'y assisterai quand même puisque la 4^e Conférence de la NASNA aura lieu chez nous!», dit-il dans un grand éclat de rire. Plus sérieux, il avoue: «Avec les gens de la rue, ma plus grande difficulté est de les convertir, de les amener à vendre le StreetVibes pour me sortir de la rue.»



SOLITUDE, QUAND TU NOUS TUES

JOHANNE GINGRAS

Le suicide chez les jeunes est un sujet des plus commentés par les médias. Ce problème, qui semble insoluble interpelle notre compassion et masque un autre aspect du phénomène : le suicide chez les personnes âgées. Solitude, tristesse, abandon sont trop souvent le lot de ceux et celles à qui on avait promis un âge d'or.



Photo: Ivahoh Demers

Le Québec se distingue du Canada, non seulement par sa culture, mais aussi par un taux élevé de décès par suicide. C'est ce qu'avance une étude intitulée *La Stratégie québécoise d'action face au suicide*, réalisée par le Gouvernement du Québec en 1998. On rapporte également que les décès par suicide ont augmenté au Québec au cours des dernières années, alors qu'ailleurs au Canada, on observe une certaine stabilité voire une diminution. Cependant, on entend peu parler du suicide chez les personnes âgées. C'est, selon Charles Pinard, psychologue à Suicide Action Montréal, «une problématique méconnue des intervenants et de la population en général». Pourtant, le suicide des personnes âgées est un phénomène qui date de l'antiquité. Une scène du film *La Ballade de Narayama* du Japonais Shohei Imamura, nous montre une grand-mère qui, ne voulant plus être un fardeau pour la famille de son fils, le prie de la conduire dans la montagne et de la laisser y mourir de froid. C'est un cas extrême car, en règle générale, les personnes âgées manifestent moins leurs intentions de se supprimer que les autres groupes. Disparitions discrètes à cause de leurs croyances religieuses, de la honte que ce geste pourrait infliger à leur famille, le suicide chez les personnes âgées n'en est pas moins un phénomène complexe dont les causes et surtout les manifestations nous échappent souvent. «Il y a des personnes qui donnent peu d'indices verbaux; cependant, il y a des signes qui ne trompent pas: la recherche d'isolement par exemple», fait remarquer

Charles Pinard qui ajoute «que les intervenants, la famille, la société en général doivent faire preuve de vigilance; nous avons la responsabilité de reconnaître les personnes âgées qui sont plus fragiles, plus vulnérables».

Les causes

Plusieurs causes conduisent les personnes âgées au suicide: dépression situationnelle (perte du conjoint, des amis); désespoir; maladies chroniques ou terminales (incurables); isolement; perte d'autonomie et problèmes d'adaptation sont autant de facteurs qui amènent les personnes âgées à envisager des moyens extrêmes pour mettre fin à leurs souffrances. Chez les hommes tout particulièrement, les problèmes financiers accentuent l'impression de perte de contrôle sur leur vie. En effet, la pauvreté semble intervenir dans les facteurs prédisposants. Cependant les études sont contradictoires. Pour Charles Pinard, «aux États-Unis par exemple, la pauvreté a joué un rôle déterminant. Les personnes âgées sont redevenues le premier groupe à risque parce qu'on a sabré dans les mesures sociales durant la période Reagan». Au Québec, on a cru un moment que les coupures dues aux réformes dans les services de la santé auraient une incidence sur le taux de suicide chez les personnes âgées. Il y a actuellement une hausse, mais moins radicale qu'aux États-Unis. Marc-André Delisle, sociologue de l'Université Laval, entrevoit quant à lui un phénomène d'isolement des personnes vieillissantes:

les coupe de leurs contemporains. Qui dit isolement, dit fragilité.

Dis-moi comment tu vieillis...

Les personnes âgées sont souvent dépendantes, isolées et accordent trop facilement leur confiance à des individus manipulateurs. Elles sont donc aussi victimes d'abus. C'est souvent au cœur même de la famille que de tels problèmes se manifestent. «On préfère avoir une relation, même avec des proches qui en veulent à notre argent, à souvenirs, à nos biens que pas de relations du tout», assure Charles Pinard. Marie-Hélène Côté, intervenante pour la Ligne Info-abus, énumère différentes formes de mauvais traitements. «Les personnes âgées se plaignent principalement d'être dépouillées de leurs biens, de subir des tortures psychologiques et physiques, parfois involontaires, de la part des familles qui croient les aider, mais qui, par ignorance ou épuisement, les blessent ou les humilient.»

RÉPONSES DE LA PAGE 30

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	D	I	L	E	T	T	A	N	T	E	U	L	N	A	
2	I	D	E	A	L	I	S	E	R	G	R	A	N	D	
3	S	O	U	S	N	S	O	T	A	N	E	B	U		
4	C	L	T	B	I	G	U	A	N	E	S	L			
5	R	A	B	O	A	S	I	S	D	E					
6	E	T	R	A	N	G	E	S	C	H	P	U	R		
7	D	R	E	N	N	E	E	C	L	I	P	S	E		
8	I	E	N	A	N	U	L	L	E	E	L	I			
9	T	N	R	E	G	L	E	M	E	N	T	N			
10	E	D	E	N	S	I	E	M	E	N	S	U	T		
11	R	I	R	E	I	N	A	N	A	I	S	E			
12	R	C	R	E	E	T	C	V	I	A	N				
13	B	I	T	T	E	D	I	E	T	E	U	S			
14	A	G	R	A	N	D	I	T	O	A	G	E			
15	E	I	R	E	F	L	E	X	I	B	L	E	S		



Apprend-on à bien vieillir? Charles Pinard nous parle de préparation à la retraite, mais nous précise qu'il n'y a pas de recette: «Cela dépend largement de l'individu, de sa capacité à s'adapter, à s'entourer. Les réseaux d'aide formés par les amies, les connaissances des femmes âgées les sécurisent, de sorte qu'elles sont moins dépendantes de leur conjoint et plus autonomes.» C'est le sentiment d'exclusion qui éprouve le plus fortement les personnes vieillissantes; l'impression d'être inutile, de ne servir à rien les diminue encore plus à leurs propres yeux. «Toute démarche visant à intégrer la personne âgée à la vie active, à obtenir du succès social, à apprendre, à leur permettre de jouer des rôles valorisants les aide à mieux vivre les problèmes de l'âge», affirme monsieur Pinard.

Je m'arrête, ou je continue?

Selon certaines études, la relation de confiance avec un proche, un ami parvient souvent à sauver la vie à une personne suicidaire. «Les personnes sont souvent ambivalentes à propos du suicide; il y a souvent un 10% d'elles-mêmes qui veut vivre et, en leur parlant franchement du suicide, on permet à ce 10% de s'exprimer et trouver au moins une alternative», poursuit Charles Pinard. Le suicide est la solution ultime à la souffrance. «Il faut briser le mythe de la personne suicidaire qui veut mourir. Les personnes suicidaires ne veulent pas mourir, elles veulent cesser de souffrir», avertit Pinard. Le suicide des gens âgés n'est pas un appel à l'aide, c'est une fuite de situations intolérables. Il faut alors intervenir rapidement pour redonner ce contrôle sur leur vie, trouver des solutions rapides le jour même, afin d'enclencher le processus de prise en main de la situation. «Au moindre doute, demander à la personne si elle pense au suicide, vérifier l'urgence de la situation, s'occuper d'un problème qu'on peut commencer à résoudre (sources de l'angoisse, d'où vient la souffrance), faire bouger la personne (voir un médecin, un psychologue, un travailleur social), briser la solitude (groupes d'entraide)», conclut monsieur Pinard. Dans les cas où la situation d'urgence aiguë, il vaudrait mieux faire le 911 ou appeler Suicide Action Montréal au (514) 723-4000. Si c'est d'abus qu'il est question, composez le (514) 489-ABUS ou (514) 489-2287 de la Ligne Infoabus.



Chapeau Jean-François!

RENCONTRE AVEC UN JEUNE DÉBROUILLARD

GINA MAZEROLLE

CAMELOT CARRÉ SAINT-LOUIS
MÉTRO BEBRI UQAM SORTIE ST-DENIS

Quand vous irez danser au son des tam-tams au pied de la montagne, par un beau dimanche après-midi, vous apercevrez sans doute Jean-François Lapierre. C'est un jeune homme de 34 ans qui fabrique de très beaux chapeaux multicolores en cuir. «Je suis un gars très manuel, autant en dessin et qu'en sculpture. Ma mère dit que je ne fais rien à moitié. Et c'est pour ça que je suis un artiste complet», conclut Jean-François.



Notre journaliste Gina Mazerolle et le chapelier Jean-François Lapierre

Jean-François explique comment a débuté sa période «chapeau»: «Je suis tombé sur un lot de cuir récupéré il y a un peu plus d'un an. J'avais déjà fabriqué des petits objets en cuir sur commande auparavant. Vu que j'avais beaucoup de cuir et un choix de belles couleurs, alors j'ai décidé de faire quelque chose de décoratif et d'utilitaire: des chapeaux»

Fabriquer un chapeau peut prendre de quatre à 40 heures, selon la difficulté dans le style du chapeau. «J'assemble les pièces à l'aide de babiche (lanières) que je découpe moi-même dans des peaux de mon choix. Je me fie à mon oeil pour le choix des couleurs. C'est aussi une question de texture, car certains cuirs, même s'ils sont d'une même couleur, peuvent avoir des apparences différentes», commente Jean-François. Il poursuit: «Je n'ai pas pris de cours pour me spécialiser dans le cuir. Mais, récemment en 1996, j'ai complété un cours d'infographie 3D.»

Jean-François se dit artiste complet et joue même de plusieurs instruments de musique. «Je joue dans la rue et dans le métro depuis 1982, j'ai participé à beaucoup d'événements comme aux Foufounes Électriques, au Festival des musiciens de rue à Cowansville, etc. Je m'attends à jouer au restaurant «La Fondue d'Anjou» dès l'automne.»

Au sujet de la légalité de son commerce, Jean-François avoue: «Je ne pense pas avoir besoin d'un permis pour vendre, car jusqu'à présent ma production est très limitée; je ne vends qu'à des particuliers». Mais comme beaucoup d'artistes, Jean-François se sépare avec peine de ses plus belles pièces: «Souvent les chapeaux que je préférerais garder sont les premiers vendus».



Service d'écoute pour personnes en détresse



Une écoute attentive et respectueuse
Au bout du fil
24 heures/jour
7 jours/semaine
Bilingue



La tradition du billard

Denis Roy
Claude Roy

3798 Ontario Est
Montréal, Québec
H1W 1S4
(514) 524-2238

985 Notre-Dame
Lachine, Québec
H8S 2C1
(514) 637-5341



L'IMPÔT...STURE DES COMPAGNIES*



et
COMPTES
du PROF LAUZON

Léo-Paul Lauzon est professeur au département des sciences comptables et titulaire de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM

Vous connaissez la chanson du patronat: «Les compagnies paient plus que leur part d'impôts et cela nuit à leur compétitivité, yé, yé, yé et à la création d'emploi, cha, cha, cha.» Et ça fini par «swing le dividende dans la poche des actionnaires!».

Habituellement, les plaintes et complaints du patronat sont reprises par les schtroumpfs des médias qui les récitent comme je récitais mon catéchisme il y a quelques années à peine. Mais, contrairement à mes faveurs qui étaient rarement exaucées par le petit Jésus, le patronat, lui, voit ses faveurs exaucées par le grand Chrétien et le petit Lulu. Si on gratte un peu pour voir au-delà des jérémiades des grandes entreprises, on peut faire de belles découvertes comme dans le dernier rapport annuel de Pétro-Canada (1997). On y annonce fièrement que la compagnie a réalisé un bénéfice record avant impôts

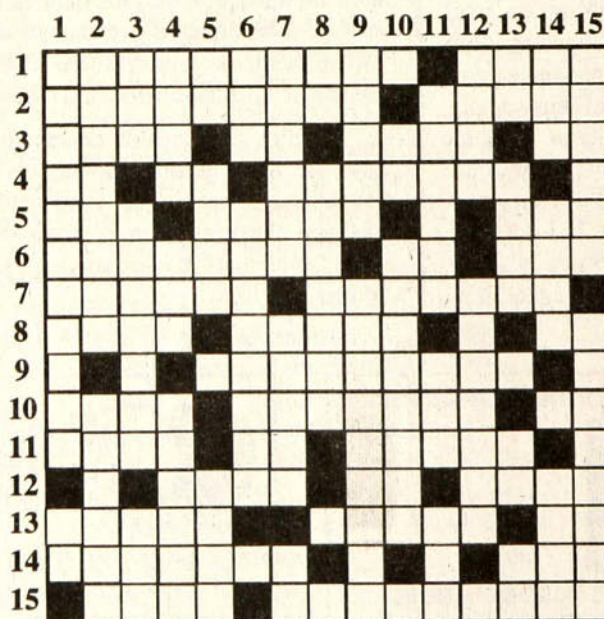
de 636 millions \$ et qu'elle a été imposée à un taux exorbitant de 51,9%. Dans ma petite tête de comptable je me suis dit: «Ils ont donc payé 330 millions \$ en impôts (636 M multiplié par 51,9%)», et c'est bien ce montant qui apparaît comme dépense d'impôts à leur état des résultats.

Or, dans les faits la compagnie n'a pas payé 330 millions \$ d'impôts sur le revenu, mais a eu droit à un beau remboursement d'impôts de 41 millions \$ grâce à l'utilisation d'abris fiscaux. Pour en arriver à cette incongruité, Pétro-Canada a reporté à plus tard, pour ne pas dire à jamais, 371 millions \$ d'impôts. Vous commencez à comprendre que 371 millions \$ reportés à perpétuité moins 41 millions \$ recevables à très court terme, donne une soit-disant dépense d'impôt de 330 millions \$. Sur ce, j'arrête de vous

HORIZONTAL

- 1—Personne qui s'adonne à un travail, à un art pour son seul plaisir, en amateur, avec une certaine fantaisie—Cubitus.
- 2—Donner un caractère, une perfection idéale à une personne, à une chose—De taille élevée.
- 3—Préposition indiquant la localisation—Abrév. religieuse— Signé le 4 avril 1949 à Washington— Obtenu.
- 4—Centilitre—Terbium—Reptiles sauriens.
- 5—Rabiot—Lieu qui procure du calme—Ville des Pays-Bas.
- 6—Singuliers, bizarres—Cheval-vapeur—Qui est sans corruption.
- 7—Grive d'Europe et d'Afrique du Nord—Part furtivement; s'esquive.
- 8—Ville d'Allemagne—Qui se réduit à rien—Vaut environ 576 mètres.
- 9—Action d'acquitter une somme due.
- 10—Lieu de délices—Unité SI de mesure de la conductance électrique—Ancienne note.
- 11—Hilarité—Indium—Prénom féminin.
- 12—Inventé—Technétium—Écrivain français, mort en 1959.
- 13—Pièce de bois ou d'acier, cylindrique, fixée verticalement sur le pont d'un navire pour enrouler les amarres—Abstention momentanée d'aliments—Habitudes.
- 14—Rendu plus grand ou plus important—Pièce de la charrue.
- 15—Nom gaélique de l'Irlande—Qui plient aisément.

MOTIS CROISÉS



VERTICAL

- 1—Faire perdre à qqn le prestige, l'influence dont il jouissait—Bonne action.
- 2—Qui manifeste un amour excessif à qqn ou à qqch—Oriente.
- 3—Monnaie de la Roumanie—Col des Alpes, à la frontière italo-autrichienne—Se fait au bureau de poste.
- 4—Point cardinal «anglais»—Recueil de bons mots—En littérature, boisson délicieuse.
- 5—Thallium—Ville d'Allemagne—Prénom masculin.
- 6—Chacune des pièces de bois qui soutiennent la quille d'un navire en construction—Absence totale de développement d'un tissu survenue avant la naissance.
- 7—Base qui donne de la stabilité, de la solidité—Chef-lieu de canton de la Savoie—Conifère.
- 8—Négation—Personnage du ballet fantastique *Les Willis*.
- 9—Cavités, creux dans une surface—Plante ligneuse grimpanche.
- 10—Adj. possessif—Disposition qui porte à épargner un coupable.
- 11—Fut surnommé le Mahatma—École nationale d'administration—Pron. personnel.
- 12—Utile pour les bulletins de vote—Qui donne l'impression d'une méditation profonde.
- 13—Article—Petit reptile fouisseur—Note—Prénom d'un gangster célèbre.
- 14—Dans la rose des vents—Combat singulier entre deux personnes—Récipiendaire dans lequel boivent et mangent les animaux domestiques.
- 15—Témoigner une admiration passionnée à qqn—Vifs.

SOLUTION PAGE 28



expliquer les règles de «l'équité» fiscale, sinon je vais faire une rechte et me remettre à sacrer comme un calice... oups!

Emmenez-en des impôts comme ça! Une partie encaissable à court terme et le gros payable à très, très long terme pour ne pas dire jamais. À ce compte-là, je serais prêt à être imposé à un taux de 100%, et même plus!

Au 31 décembre 1997, Esso, Shell et Pétro-Canada avaient pour trois milliards de dollars d'impôts reportés! Imaginez les fortunes d'impôts impayés qui se retrouvent dans les coffres de l'ensemble des compagnies canadiennes! Je comprends pourquoi il manque de l'argent dans la santé, l'éducation, l'aide sociale et les transports en commun.

Afin de contrer cette pratique injuste, il y a longtemps que je préconise que le Québec et le Canada se dotent d'un impôt minimum pour les compagnies. Je vois déjà les crooners de l'entreprise privée protester en chantant: «L'impôt minimum sur les compagnies, hi, hi, hi, handicaperait sévèrement nos «pôvres» entreprises, chou bidou, et rendrait notre système fiscal non compétitif, la, la, la.» Ils ajouteraient aussi qu'on assisterait à un exode massif des entreprises vers des cieus fiscaux plus cléments.

Cela est faux! L'impôt minimum pour les compagnies existe déjà aux États-Unis, un pays qui n'est pourtant pas un bastion du socialisme. Nos gouvernants ne se gênent pas pour importer des États, ce qu'il y a de plus abject, mais ne daignent pas y prendre ce qu'il y a de bon.

P.S. Au Canada notre congé fiscal (date à laquelle les revenus des contribuables cessent d'aller aux différents gouvernements) débute le 27 juin. Peut-être qu'on serait en congé plus rapidement si les compagnies payaient leur juste part d'impôts? Parce que non seulement leur congé fiscal commence quelque part en janvier et février, mais le gouvernement leur verse même des avances pour leurs vacances!

*Avec la collaboration de François Patenaude, chercheur à la chaire.



ERRATA

Deux erreurs se sont glissées dans nos précédentes éditions.

En août, nous avons attribué à Isabelle Rivest l'article intitulé *La face cachée de la métropole*, plutôt qu'à son auteure Johanne Gingras.

Aussi, l'ex-violoniste des Frères À Ch'val se nomme Mara Tremblay, non pas Stéphanie Simard, tel que mentionné dans notre édition de juillet.

Toutes nos excuses!

Besoin
de minis laveuses-sécheuses et télévisions
pour aider des femmes
en difficulté.

Appelez Denise English au 525-5747

ABONNEMENT À L'ITINÉRAIRE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél.: _____

Un abonnement d'un an 40 \$
(12 numéros) Abonnement supplémentaires 20 \$
Frais de poste compris

Nombre d'abonnements _____ À compter du mois de _____

Signature _____

Envoyez un chèque ou mandat poste
à l'ordre du Journal L'itinéraire

à l'adresse suivante:

1907, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L7

L'ITINÉRAIRE, LES ÉDITIONS PASSÉES

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Province: _____

Code postal: _____

Tél.: (_____) _____

Signature: _____

Veuillez nous faire parvenir un chèque ou mandat-poste à
l'ordre de: **Groupe communautaire L'itinéraire**
À l'adresse suivante: **Journal L'itinéraire**

**Veuillez me faire parvenir le(s) numéro(s) suivant(s) à
2,50 \$ la copie (frais de poste compris)**

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> janvier 96 / Les journaux de rue | <input type="checkbox"/> juin 97 / Se nourrir avec peu d'argent |
| <input type="checkbox"/> février 96 / Les drogues | <input type="checkbox"/> juillet 97 / Préjugés envers les gays |
| <input type="checkbox"/> mars 96 / Les enfants | <input type="checkbox"/> août 97 / La beauté m'écoeure |
| <input type="checkbox"/> avril 96 / Art et itinérance | <input type="checkbox"/> septembre 97 / Don Quichotte des temps modernes |
| <input type="checkbox"/> mai 96 / L'itinéraire a deux ans | <input type="checkbox"/> octobre 97 / Ecstasy |
| <input type="checkbox"/> juin 96 / Qui sont les bizarres? | <input type="checkbox"/> novembre 97 / Dossier travail |
| <input type="checkbox"/> juillet 96 / Architecture à Montréal | <input type="checkbox"/> décembre 97 / Seul à Noël |
| <input type="checkbox"/> septembre 96 / Les jeunes de la rue | <input type="checkbox"/> janvier 98 / Prévisions 98 |
| <input type="checkbox"/> octobre 96 / Les nouvelles technologies | <input type="checkbox"/> février 98 / Les Olympiques |
| <input type="checkbox"/> novembre 96 / Les fonctionnaires | <input type="checkbox"/> mars 98 / Le métro vu d'en bas |
| <input type="checkbox"/> décembre 96 / Joyeux Noël | <input type="checkbox"/> avril 98 / Les sinistrés des assurances |
| <input type="checkbox"/> janvier 97 / Pauvres étudiants | <input type="checkbox"/> mai 98 / Pihules: dures à avaler |
| <input type="checkbox"/> février 97 / La sexualité | <input type="checkbox"/> juin 98 / Santé mentale: Des dossiers lourds à porter |
| <input type="checkbox"/> mars 97 / Créer son propre emploi | <input type="checkbox"/> juillet 98 / La chanson engagée |
| <input type="checkbox"/> avril 97 / Immigration et pauvreté | <input type="checkbox"/> août 98 / Redécouvrir les rues de Mt |
| <input type="checkbox"/> mai 97 / 3e an. de L'itinéraire | |



CONNAISSEZ-VOUS VOTRE NUMÉRO INFO-SANTÉ CLSC?



24 heures sur 24, 7 jours sur 7,
on peut appeler jour et nuit
les infirmières qualifiées d'Info-Santé CLSC.

Info-Santé 

Pour vos petites urgences,
24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Mais encore faut-il savoir où appeler.
Le numéro de téléphone diffère selon
votre quartier. En fait, ce numéro est
généralement celui de votre CLSC
local. Cherchez-le dans le bottin de
téléphone et surtout, gardez-le à
portée de la main.



Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé
et des Services sociaux

Québec 

